

ÉVOLUTION DE L'ART MILITAIRE

TOME II

Alexandre Svetchine

CHAPITRE QUATRE

L'armée prussienne à l'époque de l'unification allemande

S'efforcer d'unifier la nation. Dans la première moitié du XIXe siècle, la riche Angleterre était le pays européen le plus arriéré en termes d'organisation de ses forces armées, tandis que la pauvre Prusse, dévastée par les guerres napoléoniennes, occupait la position la plus avancée. L'explication en est que les tâches politiques de ces États sont très différentes. La bourgeoisie anglaise, dotée des mers qui la séparent de l'Europe, et plus encore des contradictions entre les États continentaux, dans l'exploitation desquels elle avait acquis une grande habileté, n'avait besoin d'une armée que pour maintenir sa domination coloniale d'une part, et pour assurer sa domination sur les masses laborieuses de l'autre. Mais la lutte contre les sauvages dans les colonies et la limitation des personnes désarmées à l'intérieur n'étaient pas des tâches qui pouvaient pousser les Britanniques à une nouvelle créativité dans les affaires militaires.

En contraste complet, elle était petite, toute découpée par des frontières, sans frontières contre les invasions de l'ouest, du sud et de l'est. Les classes dirigeantes de Prusse n'avaient pas encore d'intérêts à l'étranger, mais le XIXe siècle leur a clairement donné pour tâche d'unir les terres allemandes dispersées en un seul État puissant.

Depuis l'époque de la guerre de Trente Ans, l'Allemagne se trouvait dans une période de recul économique. Les Hollandais et les Anglais monopolisaient le commerce avec l'Europe de l'Est et en ont ainsi définitivement enterré la prospérité des villes hanséatiques. La fragmentation imposée par le traité de Westphalie, balkanisée par les efforts de Richelieu, faisait que l'Allemagne n'avait pas la possibilité de concurrencer les puissances côtières d'Europe occidentale dans la lutte pour les colonies et le commerce maritime. À l'intérieur même de l'Allemagne, d'innombrables frontières et la fragmentation des possessions empêchaient la croissance économique. Avec des centaines de capitales et de résidences à travers le pays, une décentralisation de la vie politique, intellectuelle et économique s'est instaurée, menant à une dispersion. Les barrières douanières érigées partout fragmentaient la production, la contraignant à servir des marchés microscopiques ; alors que les industriels français et anglais étaient déjà devenus des fabricants, l'Allemand continuait de rester un artisan.

La domination de Napoléon en Allemagne s'est manifestée par la destruction et la refonte de nombreux jalons historiques ; le droit à l'existence indépendante de certains principautés allemandes, fondé sur l'ancienneté historique, a été sapé dans la conscience des larges masses. Napoléon montrait également les désavantages matériels de ce morcellement de l'Allemagne en une sorte de domaines politiques : le passage de l'armée de Napoléon en 1812 à travers la Prusse pour se rendre en Russie a coûté à l'économie prussienne 1 236 millions de francs.

Aux yeux de la bourgeoisie allemande, la conviction que la cause de tous les maux, y compris de la pauvreté des Allemands, résidait dans la fragmentation politique de l'Allemagne, se renforçait de plus en plus. Depuis le début du XIXe siècle, un désir d'unité nationale s'était établi. La reconstruction de l'ancienne Allemagne par le Congrès de Vienne n'a pas créé de structure politique solide ; les féodaux allemands proposaient déjà, lors de ce congrès de 1815, à l'empereur d'Autriche de prendre le titre d'empereur allemand afin d'empêcher la bourgeoisie allemande, dirigée par le chef militaire Gneisenau, de proclamer de force le roi de Prusse comme empereur. Ce n'est que le retour de Napoléon de l'île d'Elbe et la réaction

politique qui a suivi qui ont empêché le début de la lutte armée pour l'unité de mai déjà à ce moment-là.

Depuis 1834, selon la conception de l'économiste Friedrich List, la Prusse entreprit la création d'une union douanière qui réunit dix-huit États allemands et posa les bases de l'essor commercial et industriel de l'Allemagne. L'unification politique fut presque réalisée lors de la révolution de 1848, que la bourgeoisie allemande cherchait à exploiter pour offrir la couronne impériale au roi de Prusse. Cependant, l'unification de l'Allemagne autour de la Prusse portait sérieusement atteinte aux intérêts politiques de l'Autriche, de la France et, en partie, de la Russie, pour laquelle il n'était pas avantageux de permettre, sans compensation, la croissance de la puissance du voisin, et elle n'aurait pu se concrétiser sans lutte armée. La Prusse n'osa pas s'y engager et, en 1850, à Olmütz, elle fut contrainte, dans des conditions humiliantes pour elle, de renoncer à la couronne allemande.

Napoléon III, ayant commencé en 1859 la guerre pour l'unification de l'Italie, a mis de l'huile sur le feu du mouvement d'unification allemand.

Après Solférino, toutes les questions politiques en Allemagne ne pouvaient être envisagées que sous l'angle de leur relation à l'unification nationale. La fragmentation de l'Allemagne, l'autonomie des petits princes allemands n'étaient concevables que sur la base des contradictions entre les deux grandes puissances allemandes. Le premier moyen pour parvenir à l'unité allemande consistait à exclure l'Autriche de la confédération allemande. La Prusse y parvint par la guerre de 1866.

Ce n'est que sur la base de cette aspiration à l'unité nationale que la Prusse a pu, au XIXe siècle, trouver en elle-même la force de surmonter des préjugés séculaires et de réaliser un bond en avant énorme dans l'art militaire. Ce bond fut la conscription universelle et les premières formes d'organisation d'un peuple armé.

Établissement du service militaire universel. L'idée que l'armée se renforcerait considérablement tant sur le plan quantitatif que qualitatif si le recrutement ne se limitait pas aux « classes les plus pauvres de la population », mais s'étendait également aux classes dominantes, ne pourrait guère être qualifiée de découverte géniale ; mais sa mise en œuvre violait de manière significative les priviléges des cercles féodaux et bourgeois.

Les classes dominantes adoptaient à l'égard du service militaire une position presque aussi négative qu'à l'égard des mesures d'ordre socialiste. Si nous voyons, après 1870, l'établissement sans heurts du service militaire obligatoire dans de nombreux États, c'est uniquement parce qu'après que la bourgeoisie prussienne a fait ce sacrifice, il est devenu nécessaire aussi pour la bourgeoisie des autres États : sans service militaire obligatoire, la défense des intérêts nationaux par la force des armes, c'est-à-dire des intérêts des classes dominantes, était déjà impossible. Les exceptions étaient représentées par l'Angleterre et les États-Unis, protégés par les mers, où, jusqu'à aujourd'hui, le service militaire incombe aux classes les plus pauvres et où la bourgeoisie accepte de porter le fardeau du service militaire seulement au moment de crises la menaçant (guerres mondiales).

Pour la première fois, dans le contexte de la nouvelle histoire européenne, le service militaire universel a pu être mis en œuvre au cours de la Révolution française, lorsque la résistance des féodaux avait été écrasée et que la bourgeoisie défendait ses intérêts. Mais déjà à l'époque du Directoire, la bourgeoisie, en introduisant l'institution des suppléants, réussit à s'acquitter de cet impôt de sang.

Le roi prussien Frédéric-Guillaume II avait déjà tenté en 1792 d'utiliser la peur de sa bourgeoisie face à la révolution pour étendre le service militaire cantonal « à tous les sujets fidèles », mais sans aucun succès. Une commission spéciale, travaillant en Prusse en 1803, jugea également impossible d'introduire le service militaire obligatoire général : selon le général Rüchel, « l'organisation de l'État et les institutions militaires sont étroitement liées ; retirez un maillon, et toute la chaîne s'effondre ; le service militaire obligatoire général n'est possible qu'à condition de réformer l'ensemble de l'organisation civile de la Prusse ».

Une telle réforme est survenue après le grand bouleversement de tout l'organisme d'État de la Prusse causé par la catastrophe de Iéna. La Révolution française a engendré le patriotisme dans le sens contemporain de ce mot et a fortement exacerbé les contradictions nationales. Pour résister aux Français, il fallait devenir autant patriote et prendre les intérêts nationaux aussi à cœur. Pour donner à l'organisme d'État de la Prusse la possibilité de faire face à la France, les féodaux prussiens devaient accepter la mise en œuvre, par Stein, de la libération des paysans du reste de la dépendance servile et consentir volontairement à l'élimination de certains vestiges féodaux. Les féodaux prussiens devaient également subir la création du ministère de la Guerre par le général Scharnhorst, représentant la bourgeoisie qui commençait à apparaître sur la scène politique. Dans l'armée, les châtiments corporels furent abolis. Le réformateur le plus populaire du parti, Gneisenau, salua cette abolition dans un article passionné intitulé « La liberté du dos ». Scharnhorst ouvrit à la bourgeoisie l'accès au corps des officiers, qui prit un caractère universaliste.

Cependant, entre 1807 et 1813, les Prussiens ont pu planifier et réfléchir à beaucoup de choses, mais pour mettre en œuvre les réformes militaires envisagées, ils ne disposaient pas de l'autonomie politique nécessaire. Selon les termes du traité de Tilsit, la Prusse était obligée de réduire son armée de 240 000 à 42 000 hommes, et les agents de Napoléon surveillaient attentivement pour que les réservistes ne soient pas appelés aux exercices militaires, afin qu'aucune organisation militaire clandestine ne soit créée. La tentative de Scharnhorst de former les travailleurs dans les forteresses et celle de Stein d'organiser l'instruction militaire obligatoire ont été supprimées par Napoléon. Cependant, Scharnhorst a réussi à accumuler parmi la population une réserve de 70 000 réservistes formés grâce à la libération rapide des soldats jugés suffisamment préparés et à leur remplacement par de nouvelles recrues. Il y eut des périodes où les compagnies, qui comptaient en temps de paix 40 à 60 hommes, libéraient chaque mois 5 hommes dans la réserve.

Si les idées de Scharnhorst sur l'organisation d'un peuple armé ont perduré, même sous une forme déformée pendant une longue période de réaction, cela s'explique en grande partie par la tradition de la guerre de 1813, particulièrement mémorable dans la conscience des Prussiens, considérée comme ayant conduit à la libération des terres allemandes du joug napoléonien.

L'élan général et la détermination dans la guerre commencée, où étaient en jeu l'existence même de la Prusse, ont permis à Scharnhorst de surmonter la résistance des cercles conservateurs et d'introduire, comme mesure temporaire, le service militaire obligatoire général, s'étendant à toutes les classes de la population sans exception. Comme les classes dominantes, malgré les réformes antérieures et l'abolition des vestiges féodaux, avaient du mal à imaginer leurs fils intégrés dans les mêmes unités militaires où se trouvaient également les paysans, libérés à peine quelques années auparavant de la servitude — il fut introduit comme par une sorte de consolation pour la pilule amère pour eux, les volontaires de chasseurs, d'où émergea l'institut des engagés volontaires. Toute personne aisée, s'engageant à s'équiper et à se nourrir à ses frais (et dans la cavalerie à acheter et entretenir un cheval d'armes), pouvait servir en tant qu'engagé volontaire. Ces derniers bénéficiaient de certains avantages professionnels ; en 1813, lors de l'afflux d'un grand nombre d'entre eux, ils furent regroupés dans des unités spéciales ; les plus aptes pouvaient accéder rapidement au grade d'officier. En temps de paix, ils n'étaient tenus qu'à un service d'un an. Par la suite, pour être admis parmi les engagés volontaires, un niveau d'éducation fut également établi.

L'élève et successeur de Scharnhorst au poste de ministre de la guerre, Boyen, motivé par le désir d'une armée incarnant l'esprit et les tendances de la classe dominante — la bourgeoisie, a insisté à plusieurs reprises auprès de Hä pour obliger les jeunes hommes aisés et instruits à effectuer un service d'un an en tant que volontaires.

L'armée de campagne prussienne en 1813, qui comptait 12 régiments, s'était étendue à 25 ; son effectif en temps de paix, de 42 000 hommes, est passé à 142 000, absorbant 70 000

réservistes et 30 000 personnes n'ayant pas reçu de formation préalable. Cependant, une telle expansion de l'armée permanente ne permettait toujours pas d'accueillir tout le flot de ressources humaines que la loi sur le service militaire universel mettait à la disposition du gouvernement pour mener la guerre.

Il fallait organiser les forces populaires en dehors des cadres de l'armée régulière. Une telle organisation a été créée sous la forme d'un Landwehr. Chaque province était tenue de faire appel aux hommes âgés de 17 à 40 ans, dans le nombre qu'elle pouvait envoyer en campagne. Le Landwehr représentait une milice populaire correctement organisée, étrangère à toute tendance de guérilla et destinée à combattre aux côtés des régiments de l'armée régulière.

La Landwehr a été mobilisée par la Prusse en un nombre quasiment égal à celui de l'armée permanente mobilisée — 120 000 hommes, malgré l'absence de toute préparation préalable. Elle formait 149 bataillons d'infanterie et 113 escadrons de cavalerie (en 1815 — 209 bataillons, 174 escadrons). Au début, elle a dû opérer avec des moyens matériels très limités. Elle n'a pas reçu d'uniformes en drap, car l'armée permanente avait absorbé toutes les réserves disponibles. Seule une à deux tiers des compagnies reçurent des fusils : la première, parfois la seconde ligne des bataillons de la Landwehr était équipée de fusils, la troisième ligne n'avait que des piques. Les escadrons de la Landwehr n'avaient pas de sabres ; leur armement se composait de piques, dont la maîtrise n'était accessible qu'à un cavalier expérimenté. Sans capotes, en chemises d'été, pendant la difficile campagne d'automne 1813, sous des pluies froides et diluvienues (Katzbach), la Landwehr a beaucoup souffert et a été décimée par les maladies. Les unités de la Landwehr, initialement affectées à des missions plus légères — blocus et siège des forteresses occupées par les Français —, se sont progressivement organisées, équipées, renforcées, et en 1814, et surtout en 1815, elles représentaient déjà une force redoutable. Mais même en 1813, lors de la bataille de Leipzig, selon la tradition, le premier bataillon de la Landwehr pénétra dans la ville de Leipzig par la porte de Grimma, sous les yeux de l'armée régulière.

Au-dessus du Landwehr se formait le Landsturm, dans lequel étaient inscrits tous les hommes capables de porter des armes et n'ayant pas été enrôlés dans l'armée régulière et le Landwehr. Le Landsturm représentait une organisation militaire des forces populaires de caractère purement local ; en raison de l'absence d'un équipement suffisant, il ne pouvait pas partir en campagne avec les troupes de terrain, mais le Landsturm pouvait assumer toute la logistique arrière et libérer complètement les troupes régulières et le Landwehr pour les actions contre l'ennemi. Dans les provinces occupées par les Français, le Landsturm devait représenter une organisation souterraine développant des activités de guérilla.

Lorsque le cycle des guerres napoléoniennes prit fin, la Prusse choisit une voie autonome dans l'organisation de sa force armée. Cette voie était déterminée, d'une part, par un épuisement financier et économique terrible du pays, et d'autre part, par la nécessité de disposer en temps de guerre d'une armée dont l'effectif correspondait à la position d'une grande puissance.

Les espoirs des Allemands étaient tournés vers la Prusse, avide de l'unification de l'Allemagne, ce qui ne pouvait être atteint que par une lutte sanglante. Sur un budget total de 48 millions de thalers, la Prusse consacrait la moitié aux dépenses militaires — 24 millions de thalers ; jusqu'aux années 50, lorsque la renaissance économique de l'Allemagne se fit sentir de manière décisive, le ministre prussien des finances refusait d'augmenter les crédits pour les dépenses militaires. En temps de paix, à crédit pour ses dépenses, le ministère de la guerre ne pouvait entretenir plus de 125 000 officiers et soldats, chiffre qui était en flagrant contraste avec les tâches qui incombaient à l'armée prussienne en cas d'affrontement, même avec un seul de ses puissants voisins — l'Autriche, la Russie ou la France.

En s'appuyant sur l'expérience déjà acquise de l'utilisation de courtes périodes de service et de la Landwehr, la Prusse entreprit une organisation de l'armée qui permettrait

d'augmenter considérablement son effectif en cas de déclaration de guerre. Politiquement, le choix par la Prusse de la voie avancée dans la construction des forces armées devenait possible non seulement parce que l'État prussien avait obtenu un soutien considérable dans le fait que, aux yeux de la majorité des Allemands, la Prusse apparaissait comme l'instrument principal pour créer une Allemagne unie, mais également en raison de l'énorme travail politique accompli en Prusse par les enseignants, inculquant aux élèves toute une série de concepts assurant le bon fonctionnement de l'obligation militaire générale. L'introduction de cette dernière était aussi facilitée par la faiblesse de la bourgeoisie prussienne, qui représentait alors encore la classe avancée, et par l'apparente solidité du pouvoir politique entre les mains des junkers. La révolution de 1848 provoqua en Prusse une réaction qui se manifesta dans la réforme militaire de 1860.

Pour fournir un personnel solide à son armée* et assurer une formation énergique des appelés, qui restaient peu de temps sous les drapeaux, les unités prussiennes recurent un nombre énorme de sous-officiers et caporaux dépassant le service obligatoire, représentant un sixième de l'ensemble de l'armée ; leur nombre dans les compagnies atteignait 30 hommes. Avec un tel encadrement dépassant le service obligatoire, qui restait typique de l'armée prussienne jusqu'à la Première Guerre mondiale, il n'y avait aucune crainte que les conscrits, passant rapidement à travers une armée qui devenait pour le peuple une école militaire, ressortent non formés, apportent leur esprit dans la caserne, ou ne s'imprègnent pas des exigences de la discipline militaire. La ruine économique et le chômage permettaient, approximativement pour un salaire de b roubles par mois et la promesse d'un petit poste civil après 12 ans (portier, comptable, journaliste, etc.), de retenir au service supplémentaire les éléments les plus précieux parmi ceux qui devaient être mis à la retraite dans la réserve.

Dans ces conditions, les cinq années de service dans l'armée active, auxquelles la population était soumise par la loi sur le service militaire obligatoire, pouvaient être réparties ainsi : 3 ans de service actif, 2 ans dans la réserve. Cependant, il est apparu qu'avec un effectif réduit des unités en temps de paix, le nombre de réservistes disponible pour combler les effectifs militaires en cas de mobilisation était insuffisant. La tentative de mettre en place des « recrues de réserve » spéciales a échoué. Ces recrues de réserve ne recevaient en temps de paix qu'une formation de quatre mois pendant la période estivale, ce qui permettait de faire des économies sur les locaux de caserne, le chauffage et les uniformes (les recrues portaient leurs propres habits) ; ensuite, elles étaient inscrites pour cinq ans dans la réserve. La mobilisation de 1830 a montré que ces recrues, dans la réserve, oubliaient rapidement leur courte formation et étaient peu aptes. Par conséquent, en 1832, une alternative s'est présentée : soit réduire le nombre de régiments et par là augmenter leur effectif en temps de paix, soit poursuivre la voie de la réduction de la durée du service et passer de 3 ans à 2 ans. Les vétérans du parti des réformes, Boyen et Grolman, qui insistaient sur la dernière solution, l'ont emporté, et pendant la période 1833-1858, dans l'infanterie prussienne, la durée effective du service était en fait de 2 ans, et celle dans la réserve de 3 ans.

Landwehr. Une population de dix millions fournissait chaque année un contingent soumis au service militaire obligatoire d'environ 80 000 hommes. L'armée permanente en absorbait environ 30 000 et, même après mobilisation, elle restait largement insuffisante en nombre.

Il aurait fallu essayer d'utiliser, en donnant des connaissances sur l'enseignement et l'organisation, bien qu'une partie des cinquante mille contingents, qui n'entrait pas chaque année dans l'armée permanente. Telle était la tâche de la Landwehr, qui a été préservée en Prusse, malgré la profonde réaction établie en Europe.

La Landwehr est une forme de milice mise en place au XIX^e siècle à l'échelle d'un grand État. Malheureusement, la Landwehr n'a rencontré aucun accueil objectif de quelque côté que ce soit, et la question de son existence a immédiatement été envisagée sous l'angle des passions politiques. Les conservateurs étaient effrayés par l'armement des masses populaires

associé à la Landwehr, qui, selon eux, ne s'accordait pas avec la protection des intérêts des classes dominantes. Le ministre prussien de la Police, Wittgenstein, estimait que « armer le peuple, c'est organiser la résistance à l'autorité du pouvoir, ruiner les finances, et même porter un coup aux principes chrétiens de la Sainte-Alliance ». Le commandant du corps de la garde prussienne, le duc de Mecklembourg, voyait dans la Landwehr un établissement démagogique : « il vaut mieux affaiblir la Prusse que de conserver l'ancien régime ». Il valait mieux réduire la durée du service dans l'armée permanente à un an et demi, mais détruire la Landwehr. Que l'armée diminue jusqu'à 85 000 hommes, que la Prusse passe au second rang des puissances, pourvu qu'il n'y ait pas de Landwehr. Alexandre Ier avertissait les généraux russes qu'il pourrait devoir encore une fois sauver le roi de Prusse, cette fois non des Français, mais de sa propre Landwehr. Nicolas Ier, dès 1846, donnait avec insistance au roi de Prusse un conseil amical : débarrassez-vous de votre Landwehr. Wellington, à l'époque du Congrès de Vienne, estimait que la Prusse, en raison de l'organisation de la Landwehr, était dans un état plus anarchique que la France, puisque ni le roi ni les autres n'avaient d'autorité. Le prince Guillaume de Prusse (futur empereur allemand) était un ennemi convaincu de la Landwehr : « la cohésion et la discipline sont faibles, et les officiers non habitués au commandement ne peuvent les renforcer ».

La cavalerie du Landwehr, qui, selon Boyen, devait se former à partir de cavaliers venant avec leurs propres chevaux, présentait dans le rang d'escadron des chevaux de différentes robes et types, ce qui suscitait des moqueries. Le conservateur, célèbre général de cavalerie Marwitz, affirmait qu'il tremblait rien qu'à l'idée de ce qu'était la cavalerie du Landwehr. La noblesse, qui conservait encore ses positions dans le corps des officiers de l'armée permanente, considérait que le corps d'officiers du Landwehr était inapte, car il était imprégné d'un esprit bourgeois et, par conséquent, dépourvu de « point d'honneur ». Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, après les manœuvres de 1818 malheureuses pour le Landwehr, auxquelles il avait été immédiatement appelé après le rassemblement, sans exercices préalables pour former les unités, le qualifia d'« idée poétique », de « chimère ».

En effet, la Landwehr prussienne, rassemblée au début de 1815 près de Coblenze sous le commandement de Gneisenau, nourrissait de la haine pour le congrès qui se tenait à Vienne et qui restaurait la fragmentation de l'Allemagne en plusieurs petits États. La Landwehr partageait entièrement les idéaux de la bourgeoisie, fortement intéressée par l'unification de l'Allemagne. Les données désormais connues montrent que l'expression utilisée lors du congrès : « le camp de Wallenstein à Coblenze » avait une justification. La remarque sarcastique de Metternich, selon laquelle l'empereur d'Autriche peut dire de son armée qu'elle se met en mouvement et s'arrête sur son ordre, tandis que le roi de Prusse ne peut rien de tel, reflétait la réalité.

Si pour certains la disposition de la Landwehr à obéir aux directives que la bourgeoisie dicterait au nom de la nation était un épouvantail, pour d'autres, c'est précisément sur cette base que la Landwehr avait tous les avantages par rapport à l'armée permanente.

Le chef de la petite bourgeoisie libre-penseuse de l'Allemagne du Sud, jouissant d'une immense autorité et popularité, le professeur de l'université de Fribourg Karl Rotek, prononça un ouvrage dans lequel il exaltait les mérites du Landwehr lors de la guerre de 1813 ; il ne voyait dans les troupes permanentes qu'un amusement pour les monarques, des acteurs pour les parades, et il imposait à la démocratie une exigence programmée : obtenir le remplacement des forces permanentes par la milice. Cette exigence restait fidèle aux programmes de tous les partis parlementaires de gauche.

Les défenseurs convaincus du Landwehr — le premier chef de l'état-major général prussien Grolman et le « La Fayette prussien » — Boyen¹ ² ont été contraints de démissionner entre 1819 et 1821, mais le Landwehr lui-même a été conservé.

La Landwehr était divisée en deux conscriptions. Seule la Landwehr de la première conscription était destinée à être incluse dans l'armée de campagne au même titre que les

troupes permanentes ; Il était composé de jeunes hommes de 20 à 25 ans qui n'étaient pas entrés dans l'armée permanente, et d'un groupe de personnes (âgées de 25 à 32 ans) qui avaient servi dans la réserve de l'armée permanente. Un landwehriste qui terminait son séjour dans la première conscription était transféré à la deuxième conscription (pour 7 ans), dont la tâche était la formation des garnisons de serfs et le service arrière. La première conscription était rassemblée pour l'entraînement à des jours déterminés, de sorte que le Landwehrist pouvait passer la nuit chez lui et une fois par an, il effectuait un rassemblement d'entraînement de 14 à 28 jours, au cours duquel il participait à des manœuvres avec l'armée permanente. La deuxième conscription était entraînée 8 jours par an, en même temps qu'elle disposait d'une formation préalable à la conscription pour les jeunes de 17 à 20 ans. C'est ce qu'on appelle le Landsturm du premier appel, qui était une réserve de personnes pour reconstituer l'armée sur le terrain pendant la guerre. La question de l'entraînement militaire antérieur des jeunes hommes avant la conscription (les « amusements » russes), à la suggestion de Boyen, a été discutée à plusieurs reprises, mais a été rejetée en raison de malentendus constants entre la police et les garçons berlinois.

La Landwehr, démobilisée en 1815, reçut l'organisation suivante : un groupe de villages (*volost*), qui devait aligner une compagnie de la Landwehr de première année, fut équipé d'un dépôt d'armes et de matériel destiné à l'entraînement ; Il était gardé par le sergent-major de la compagnie, son seul soldat régulier. Le dimanche, il dirigeait les exercices volontaires des landwehristes. Ces exercices dominicaux attirèrent de nombreux visiteurs et connurent un succès retentissant.

Le comitat, avec une moyenne de 50 000 à 60 000 habitants, était un bataillon de district de la Landwehr^[57]. Le commandant du bataillon de la Landwehr [180] était le président de la commission du service militaire du district ; Le médecin du bataillon était tenu de fournir des soins médicaux aux personnes inscrites dans la Landwehr à domicile. Le commandant du bataillon était responsable de son dépôt de mobilisation, qui était un entrepôt d'armes, d'uniformes et d'équipement. Dans chaque district, il y avait un inspecteur de la Landwehr ; Les bataillons du district furent regroupés en un ou plusieurs régiments^[58]. Dans chaque province, la Landwehr était commandée par un général. Toute l'organisation de la Landwehr a été construite sur la duplication des districts administratifs par une cellule militaire, qui était censée fournir à la Landwehr une éventuelle cohésion territoriale.

La base de l'organisation du corps des officiers du Landwehr par Boyen reposait sur l'idée que les chefs du peuple, lorsque celui-ci prenait les armes en main, devaient être les mêmes personnes qui, en temps de paix, sont les organisateurs et les dirigeants de son travail. Dans les conditions du système capitaliste, cette idée conduit à l'officier-bourgeois. Une délégation spéciale dans chaque district choisissait trois candidats pour le poste vacant, les officiers du bataillon en sélectionnaient un, la nomination étant approuvée par le roi. Les candidats étaient avant tout des personnes ayant accompli leur service militaire en tant que volontaires ; après la fin du service actif, ils n'étaient pas inclus dans la réserve de l'armée permanente, mais directement dans le Landwehr de première levée ; ensuite, pouvaient être candidats les officiers retraités, les sous-officiers retraités, si ces derniers possédaient même une propriété immobilière minimale, et tout citoyen disposant d'un patrimoine d'une valeur d'au moins 10 000 thalers.

Ainsi, le corps des officiers du Landwehr représentait en quelque sorte la citadelle de la bourgeoisie. La relation des officiers avec les soldats dans le Landwehr était différente de celle de l'armée permanente. L'adresse au soldat commençait par les mots : « jeunes camarades ». Les officiers du Landwehr effectuaient un stage dans les troupes permanentes, mais Boyen veillait à ce qu'en eux se forme un esprit propre, de manière à ce que la tendance à la mise en scène et au cérémonial qui régnait dans l'armée permanente ne s'étende pas au Landwehr. L'ambition de Boyen de créer un type autonome d'officier du Landwehr a toutefois conduit à

des divisions et à une attitude hostile à l'égard du Landwehr de la part des officiers en service actif.

Lors de la mobilisation, la Landwehr devait initialement former des unités supérieures autonomes, mais avec le triomphe de la réaction, le principe du mélange a prévalu : une brigade mobilisée était constituée d'un régiment permanent et d'un régiment de Landwehr.

La réforme militaire de 1860. En général, en 1858, l'armée prussienne comptait en temps de paix 130 000 hommes en service actif. En cas de mobilisation, elle s'étendait jusqu'à 200 000 et était renforcée par 150 000 Landswehr de première levée. 110 000 Landswehr de seconde levée restaient pour la garde des forteresses et le service arrière. Avec un approvisionnement solide pour les besoins arrières, la Prusse était capable de déployer jusqu'à 350 000 hommes sur la frontière menacée.

L'inconvénient de cette organisation résidait dans le fait que l'armée ne transformait en temps de paix que 38 000 personnes de la conscription annuelle ; trois quarts de la génération échappant au service militaire ne recevaient aucune formation militaire, car l'armée n'augmentait pas, tandis que la population de la Prusse passait de 10 à 18 millions d'habitants entre 1815 et 1860. De plus, le Landwehr, certes apte à une guerre défensive, semblait peu fiable pour les campagnes offensives. Composé principalement de pères de famille dans la trentaine, le Landwehr était à peine capable de fournir la même pression tenace que les unités de l'armée permanente constituées de jeunes ; de plus, étant constitué d'éléments politiquement conscients, il ne représentait pas entre les mains du gouvernement un instrument aussi docile et aveugle que l'armée permanente.

L'organisation de l'armée prussienne ne recevait pas l'approbation du célèbre prince Guillaume de Prusse, connu pour ses vues réactionnaires et féodales. Lorsque ce dernier devint régent de la Prusse en 1857 en raison de la maladie mentale de son frère, le roi Frédéric-Guillaume IV, la question de la réforme militaire fut mise à l'ordre du jour. Le futur empereur allemand Guillaume Ier n'avait que peu d'intérêt pour l'organisation avancée de l'armée prussienne, il ne valorisait pas les éléments bourgeois au sein des troupes : « Je n'ai pas besoin dans l'armée ni d'étudiants, ni de riches ». Il était un partisan des troupes permanentes bien entraînées. Il fut fortement impressionné par les succès des troupes françaises en Crimée et en Italie. La victoire des Français sur les Autrichiens, il l'expliqua comme étant le succès d'une armée avec de longues périodes de service actif sur une armée composée pour moitié de recrues.

Wilhelm, conjointement avec son ministre de la guerre, le général Roon, a défini les bases de la réforme militaire, qui s'est concrétisée en 1860 : augmentation du contingent appelé chaque année dans les rangs de l'armée de 66 % (jusqu'à 63 000 hommes) ; allongement de la durée du service actif de 2 à 3 ans ; ces mesures faisaient passer l'effectif de l'armée en temps de paix de 130 000 à 213 000 hommes. La durée totale du service dans l'armée et la réserve passait de 5 à 7 ans ; ainsi, la réserve de l'armée comprenait quatre classes d'âge et augmentait de plus de 100 000 hommes. En temps de paix, l'armée s'enrichissait de 49 nouveaux régiments ; l'effectif mobilisable de l'armée permanente augmentait de 75 % (jusqu'à 350 000 hommes) ; de plus, des unités de réserve de 126 000 hommes étaient formées pour assurer le remplacement de l'armée permanente. Wilhelm renonça complètement au Landwehr de deuxième appel, et le Landwehr du premier appel était conservé exclusivement pour le service arrière ; il perdait ses deux classes d'âge les plus jeunes (25-27 ans), transférées à la réserve de l'armée permanente, ainsi que l'affectation des jeunes de 20 ans qui n'intégraient pas l'armée permanente ; le Landwehr se composait dorénavant uniquement de cinq classes d'âge (27-32 ans), ayant accompli leur temps dans l'armée permanente et sa réserve. Le sens de la réforme résidait dans le fait que l'effectif de l'armée en temps de paix était presque doublé, que le budget militaire augmentait de 9 millions de thalers, et qu'en temps de guerre, l'État disposait pour les actions actives des

mêmes 350 000 hommes, mais entièrement des troupes permanentes, sans mélange avec le Landwehr.

La durée totale du service militaire dans l'armée permanente et la Landwehr a été réduite de 19 à 12 ans, tout en maintenant le nombre de soldats armés au même niveau grâce à l'augmentation du contingent annuel. L'armée se rajeunissait et devenait plus uniforme, ce qui représentait un avantage incontestable.

Deux points de cette réforme — l'augmentation de la durée du service actif d'un an et la suppression quasi totale de la Landwehr — touchaient de manière extrême les intérêts de la bourgeoisie libérale, qui menait une lutte désespérée au Landtag contre les propositions de Guillaume ; lorsque les nouveaux régiments avaient déjà été formés, le Landtag refusa de voter les crédits nécessaires et s'opposa pendant plusieurs années à adopter le budget. Guillaume, devenu déjà roi de Prusse, était accusé de lever une armée pour se distraire et pour les parades, afin de soutenir sa politique réactionnaire intérieure. Pour montrer que son armée n'était pas formée seulement pour des plaisirs personnels, Guillaume, confronté à une vive condamnation dans les masses populaires et même de la part de son fils, le prince héritier presque prêt à renoncer au trône, fit appel à Bismarck pour diriger la politique prussienne, celui-ci jouissant déjà depuis longtemps d'une réputation de diplomate enclin aux actions offensives et proclamant inévitable une guerre contre l'Autriche pour l'hégémonie dans la confédération allemande. L'émergence de ce politicien actif et offensif justifiait également la réforme, en adaptant l'armée à la résolution de missions offensives. Bismarck réussit à surmonter la tempête intérieure, et ses premiers discours politiques francs et puissants au Landtag, empreints de menaces de guerre, devaient convaincre la bourgeoisie que sous sa direction politique, l'armée ne resterait pas inactive, que la question ne concernait pas un simple jeu de soldats, mais l'unification de l'Allemagne, réalisable uniquement par le fer et le sang. La situation politique tendue se maintint en Prusse jusqu'en 1866, lorsque la victoire de l'armée issue de la réforme militaire réconcilia la bourgeoisie avec elle.

La réforme militaire de 1860, avec laquelle Guillaume mit en jeu sa propre couronne et dont il considérait la mise en œuvre comme le principal mérite de son règne, renforça réellement la Prusse, comme nous pouvons le conclure à partir d'un baromètre si subtil que sont les plans de campagne de Moltke. En 1859, lorsque la France s'engagea dans la guerre contre l'Autriche et envoya la majeure partie de son armée en Lombardie, les Prussiens commencèrent à se mobiliser contre la France. Moltke, cependant, ne jugeait pas possible, avec les forces armées prussiennes existantes, de déclencher une guerre par un coup décisif — une opération visant à s'emparer de Paris — et ne prévoyait qu'une offensive à objectif limité : la capture et l'établissement dans les provinces frontalières françaises, l'Alsace et la Lorraine. Mais quatre ans plus tard, lorsque l'armée n'avait pas augmenté en nombre mais comprenait désormais des unités permanentes au lieu des régiments de Landwehr, la pensée de Moltke concernant une offensive décisive sur Paris dès le début des hostilités se concrétisait déjà dans une forme ferme. L'armée prussienne était considérée comme suffisamment forte pour cette tâche.

Cependant, dans ces plans de guerre se faisaient sentir aussi la méfiance personnelle de Moltke envers la Landwehr et sa surestimation de l'importance de l'armée permanente. La réforme militaire créait un outil très pratique pour une offensive courte et décisive, mais elle utilisait de manière extrêmement insuffisante la main-d'œuvre fournie par la population prussienne à des fins militaires. En cas de guerre prolongée, le nombre de troupes à la disposition du ministère de la Défense aurait été insuffisant.

Ainsi, dans les guerres victorieuses que la Prusse a menées contre le Danemark (1864), contre l'Autriche (1866) et contre la France (1870/71), ce n'était pas le peuple armé qui participait, mais principalement des unités militaires professionnelles avec trois périodes de service actif pour les soldats et quatre périodes pour les réservistes appelés.

L'attrait d'une guerre courte avec l'Autriche (du début des hostilités à la conclusion de l'armistice — 37 jours) n'a mobilisé que 664 000 hommes. La guerre de 1870/71, qui dura 226 jours (du premier jour de mobilisation à la conclusion de la paix préliminaire), nécessita l'effort complet de toutes les forces des États allemands, bien qu'elle ait commencé avec un double avantage numérique des troupes allemandes sur l'armée impériale française.

Malgré des succès éclatants, la capture près de Sedan et Metz de presque toute l'armée permanente de France, malgré la faible capacité de combat des nouvelles formations françaises, les efforts que la France faisait à l'appel de Gambetta suscitaient chez Moltke de sérieuses inquiétudes sur le fait que le nombre de troupes disponible serait insuffisant pour soumettre la France aux exigences allemandes.

Le nombre moyen (sur 245 jours avant la proclamation de la Commune de Paris) de soldats allemands mobilisés pendant cette guerre atteignait 1 254 376 personnes. Parmi les mobilisés, 440 000 avaient reçu une formation pendant la guerre dans les unités de réserve. Pourtant, ces chiffres énormes ne satisfaisaient pas aux exigences de Moltke, qui craignait des complications. Au cours de l'année 1870, il y eut des affrontements marqués entre Moltke et le ministre de la Guerre, Roon, qui ne jugeait pas possible de satisfaire aux demandes de l'état-major général. En réalité, les douze classes d'âge soumises à la conscription, mises à la disposition du ministère de la Guerre, avaient été entièrement épuisées. Le ministre de la Guerre ne pouvait répondre aux exigences de Moltke que par l'élargissement du cadre de la conscription aux douze classes d'âge légalement obligatoires, mesure extrême qui, selon Roon, n'était pas justifiée par la situation sur le théâtre des opérations.

La fin réussie des hostilités a permis de résoudre la crise entre Moltke et Roon. Au total, l'union nord-allemande a mobilisé 3,87 % de sa population. Ce pourcentage de mobilisés en 1870 était nettement inférieur à celui de la guerre pour la libération de l'Allemagne du joug napoléonien, qui dépassait 5,5 %. La récente extension de l'organisation militaire prussienne aux régions rattachées à la Prusse ou entrées dans son domaine de contrôle militaire seulement en 1866 a eu une influence considérable sur cette baisse, car le service militaire obligatoire selon les lois prussiennes n'y durait que trois ans, ce qui n'a pas permis de constituer une réserve et une Landwehr suffisantes. Les anciennes régions de Prusse ont fourni jusqu'à 4,8 % de mobilisés (Brandebourg), tandis que les nouvelles – 1,8 % (Hanovre).

Une conjoncture politique et militaire favorable a permis à l'Empire allemand de naître et d'exister pendant ses vingt premières années en utilisant de manière partielle les forces que constituait sa population. La première session du Reichstag, qui s'est tenue en 1871, a confirmé l'application dans tout l'Empire du service militaire obligatoire d'une durée de 12 ans (3 pour le service actif, 4 dans la réserve, 5 dans la Landwehr). Le nombre de recrues devait être calculé de manière à ce que la taille de l'armée permanente en temps de paix atteigne 1 % de la population. Guillaume Ier n'acceptait pas l'établissement d'un service effectif de deux ans, et le ministère de la guerre le faisait passer en contrebande, cherchant à augmenter les réserves formées par le licenciement, après deux ans, de la moitié du contingent en congé illimité.

Dans la seconde moitié des années 80, la conjoncture politique et militaire est devenue nettement moins favorable aux Allemands. Le service militaire obligatoire, depuis les victoires de Moltke, n'était plus un monopole prussien et a été adopté par la France et la Russie. L'Allemagne a en grande partie dû revenir aux bases de l'organisation militaire existante avant la réforme de 1860.

Composition de l'état-major. Partant de la nécessité d'avoir dans l'armée, considérée comme une école pour tout le peuple, des officiers de renom, suffisamment instruits, capables en temps de paix d'aborder l'instruction et l'éducation de chaque recrue de manière individuelle, et en temps de guerre guidés non par des modèles, mais par la compréhension de la mission et choisissant librement à chaque fois les méthodes d'action les plus appropriées, en Allemagne, surtout dans la seconde moitié du siècle, des exigences élevées ont été

imposées aux officiers. Mais déjà immédiatement après le Congrès de Vienne, une attention stricte était portée à ce qu'aucune nuance de classe ne s'établisse parmi les officiers prussiens, recrutés désormais aussi bien dans les rangs de la noblesse que de la bourgeoisie. Tout le corps d'officiers devait constituer un monolithe social, sans la moindre fissure. Scharnhorst avait déjà commencé la lutte pour remplacer le cens de naissance par un cens éducatif. Dans la hiérarchie sociale, l'officier prussien, malgré un salaire modeste, occupait une position élevée ; socialement, tous les officiers étaient égaux, et une grande attention était portée au développement de la camaraderie entre eux. Un respect particulier était accordé au service en uniforme et aux officiers d'état-major en temps de paix.

Afin de ne pas instaurer de priviléges, toujours nuisibles aux relations de camaraderie, ni l'éducation, ni le service dans l'état-major général, ni le service dans la garde ne donnaient de base solide pour une promotion plus rapide. Cela faisait que pendant les vingt premières années de leur service, les officiers prussiens progressaient très lentement dans la hiérarchie, et ce n'était que dans les grades supérieurs que leur carrière avançait rapidement — et pas en sautant des subordonnés ou des camarades, mais par le licenciement impitoyable de tous les officiers inaptes à occuper le poste supérieur correspondant à leur tour. Cela n'était possible qu'en raison du système d'évaluation bien établi. De la même manière, en accordant une grande attention à l'aptitude du candidat à occuper une position sociale élevée et par l'observation fraternelle de tous sur chacun, les officiers de réserve prussiens (de la réserve) étaient recrutés parmi ceux qui se portaient volontaires.

Le haut commandement de l'armée prussienne à l'époque de Moltke laissait beaucoup à désirer. En grande partie, il s'agissait de héros de la lutte contre la révolution de 1848. Le général Wrangel, qui avait participé jeune officier de cavalerie aux guerres napoléoniennes, fut appelé en 1864 au poste de commandant en chef dans la guerre contre le Danemark, principalement pour ses mérites lors du désarmement de Berlin en 1848. Steinmetz, commandant peu efficace en 1870, incapable de comprendre les directives de Moltke, commença son ascension par une lutte énergique contre le sentiment révolutionnaire de son bataillon en 1848. La grande majorité des généraux prussiens n'avait presque aucune connaissance de l'histoire militaire ; et si toutefois ils avaient quelques informations sur les campagnes de Napoléon, ce n'était qu'un ballast qui les empêchait d'assimiler les nouvelles conceptions de l'art militaire enseignées par Moltke. Si Moltke réussissait, dans la direction opérationnelle des troupes, à faire passer son idée, même partiellement, il le devait principalement à l'excellent état-major général prussien.

État-major général. Scharnhorst et le cercle de réforme. La pensée de l'état-major, qui mène un travail extrêmement responsable de préparation à la guerre et de direction des opérations, doit se caractériser par une extraordinairement grande lucidité et un réalisme. L'état-major est censé unir en un tout diverses forces et orienter leur action de manière appropriée afin d'obtenir le maximum d'efforts productifs et utiles ; c'est pourquoi l'esprit d'ordre planifié doit y régner. Les spécialistes étroits de l'ancien état-major étaient loin de répondre à ces exigences. Ils étaient les vecteurs d'une pensée dogmatique du XVIII^e siècle, de cette école géométrico-géographique en stratégie et tactique qui partait d'une pure raison et rejetait les conditions de l'époque et du cas particulier ; les représentants scolastiques de l'ancien état-major sont artistiquement moqués par Léon Tolstoï dans « Guerre et Paix ». Massenbach et Pfuhl, en partie Wolzogen, sont les piliers savants de l'ancien état-major prussien. Mack et Weyrother, Autrichiens, représentent des figures historiques malheureuses ; ils étaient complètement incapables de remplacer l'adjudant-féodal dans les états-majors.

La rupture avec le féodalisme et l'idéologie du XVIII^e siècle, la formation de l'état-major de l'histoire moderne est tombée sur un cercle énergique de réformateurs réunis autour de Scharnhorst.

Scharnhorst venait d'une famille paysanne et avait, par hasard, reçu une bonne formation militaire. Dès ses premières années de service, il se distingua par ses mémoires et

travaux sur les questions militaires. Scharnhorst accordait une grande importance à la presse militaire : « Sans une bonne littérature militaire, il ne peut y avoir ni armée rationnelle, ni grand développement des talents militaires ». Dès 1801, Scharnhorst organisa à Berlin un auditoire considérable sous forme de société militaire scientifique. À partir de 1804, il dirigea l'Académie militaire de Berlin, qui ne comptait que 20 auditeurs et avait réussi, d'ici 1806, année de sa disparition, à produire une seule promotion, mais comprenant des personnalités aussi remarquables que Clausewitz, Boyen, Grolman. C'est parmi les membres de cette promotion et d'anciens membres de la société militaire scientifique (Gneisenau, Tetten) que se forma le parti de réforme, lorsque Scharnhorst fut appelé à réorganiser l'armée prussienne.

Scharnhorst a commencé à travailler selon d'anciennes méthodes, mais il n'en était pas satisfait et, pas à pas, à partir de ses observations de la vie, il a développé une nouvelle vision militaire du monde. Il saisissait les particularités de différentes époques, était loin de toute fantaisie, et travaillait méthodiquement à transformer l'ancien en neuf. En 1807, après la catastrophe de Iéna*, Scharnhorst était déjà fermement inscrit dans la voie de la pensée historique du XIXe siècle. Mis à la tête de la « Commission de réorganisation militaire », Scharnhorst considérait la réforme militaire comme une croissance organique, comme un processus de maturation : la tâche des réformateurs est de « détruire les anciennes formes, libérer des chaînes des préjugés, être des percepteurs à la naissance et éliminer les obstacles à une croissance libre — au-delà de cela, notre sphère d'influence ne s'étend pas ».

La puissance de Napoléon reposait sur le fait qu'il s'appuyait sur les conquêtes de la Révolution, tandis que son adversaire, en particulier la Prusse, était affaibli et paralysé par des vestiges féodaux. Le plan de guerre pour la libération de l'Allemagne du joug français devait essentiellement passer par une réforme intérieure qui mettrait fin au servage, aux priviléges de la noblesse, abrogerait les châtiments corporels dans l'armée — autrement, il aurait été impossible de compter sur un mouvement de masse réussi contre les Français. C'est dans cette lutte contre les vestiges du féodalisme que se sont concentrés les efforts du leader politique Stein et du militaire Scharnhorst.

Les officiers opérationnels des états-majors prussiens de l'époque de Iéna, la soi-disant « adjudantur », étaient recrutés selon un critère social, provenant de la haute noblesse. Au lieu du principe social, Scharnhorst a avancé l'exigence d'un cens scientifique et professionnel spécial. Les rangs de l'état-major général ont été largement ouverts à la bourgeoisie. La réforme a eu lieu après de violents combats avec l'adjuvantur féodale. En 1807, lorsque Scharnhorst assumait les fonctions de chef d'état-major du seul corps prussien survivant à Lestoc, un toast a été proclamé à son bureau d'adjudant : « Pereat der Generalstab! Vivat die Adjutantur! ». Concernant les nouveaux officiers de l'état-major général non nobles, l'un des plus éminents généraux prussiens, York, observa : « Sixte V, dans sa jeunesse, gardait des cochons, — maintenant, on veut voir un génie dans chaque porcher ». Le degré d'amertume atteint par les cercles junkers peut être déduit de l'observation du même York, provoquée par la démission du patriote et réformateur Stein à la demande de Napoléon : « Une tête folle est enfin écrasée. On peut espérer que l'autre vermine venimeuse périra de son propre poison ».

Comme l'état-major général dirigeait le parti de la lutte contre le joug français, les réactionnaires l'accusaient de représenter une assemblée d'agents anglais et de constituer un danger pour l'ordre existant, surtout à un moment où « chaque adjudant voulait, devant son colonel, jouer le rôle du marquis de Posa ». Les réactionnaires avaient sans aucun doute raison de souligner l'absence de sens de la fidélité féodale, la loyauté dynastique insuffisante du nouvel état-major général. Il était guidé par un patriotisme allemand et non prussien. Pour eux, la Prusse n'était qu'un instrument pour la libération et l'unification de l'Allemagne. Un groupe important d'officiers, dirigé par Gneisenau, était membre du « Tugendbund », société secrète patriotique de type franc-maçonnique. Gneisenau avait des relations à Londres, Scharnhorst à Saint-Pétersbourg, et ils se rendaient à l'étranger pour des missions secrètes. En 1809, un groupe d'officiers prussiens, y compris le futur chef du département de l'état-major

général Grolman, passa au service autrichien afin de combattre Napoléon ; lorsque l'Autriche conclut la paix, Grolman rejoignit les rangs des partisans espagnols. La même année 1809, le commandant du 4e régiment de hussards, le colonel Schill, retirant son régiment de Berlin sous prétexte d'exercice, lança des actions militaires contre les Français, espérant provoquer une guerre entre la Prusse et la France. En 1811, lorsque le roi de Prusse conclut une alliance avec Napoléon, l'émissaire anglais Ompteda sondait Scharnhorst et Gneisenau pour savoir s'il était possible, dans la guerre imminente entre la France et la Russie, malgré la volonté du roi de Prusse, d'entraîner l'armée prussienne du côté russe. En 1812, tout un groupe d'officiers du cercle de réforme démissionna ostensiblement, enfila l'uniforme russe et combattit sous les bannières russes contre les régiments prussiens ; lorsque l'armée de Napoléon disparaît lors de la retraite, l'un d'eux, Clausewitz, fit en sorte que le corps prussien sous le commandement de l'intransigeant féodal York trahisse son roi au nom de la patrie allemande et passe du côté russe. En 1814 et 1815, face aux décisions du Congrès de Vienne, Gneisenau envisageait de répondre par des incendies politiques et militaires à la paix établie en Europe de tous côtés.

En 1813, le cercle de réforme se regroupait dans l'état-major de l'armée de Silésie ; il était chaperonné par le vieux bourru, le général populaire Blücher. C'est dans cet état-major que se trouvaient le cerveau et le cœur de tous les efforts de l'Europe soulevée contre Napoléon. Dans les moments les plus acharnés des opérations, la lutte au sein de l'armée de Silésie entre l'ancien et le nouveau, les féodaux et l'état-major général—ne s'apaisait pas. L'adoption et la mise en œuvre de décisions audacieuses dans l'armée de Silésie n'étaient possibles que grâce à un groupe soudé de personnes partageant les mêmes idées, conscientes de leur rôle révolutionnaire dans la création de la force armée, dans la représentation des intérêts de la nation allemande, et ressentant leur responsabilité pour le succès des opérations. Sur cette base s'est développée cette étonnante initiative personnelle, cette riche initiative privée, qui caractérisait l'état-major général prussien. Le commandement lui-même de l'armée de Silésie présentait un spectacle sans précédent dans l'histoire : le pouvoir militaire s'était décomposé, il représentait un duumvirat entre le commandant de l'armée et son chef d'état-major (d'abord Scharnhorst, après sa blessure mortelle—Gneisenau), vivant en une heureuse cohabitation d'idées.

Organisation de l'état-major général par Grolman. Lors de la démobilisation de 1814 en Prusse, les états-majors des corps ont été conservés, mais l'état-major de l'armée devait être dissous. Pour disposer d'un noyau permettant de former l'état-major de l'armée en cas de guerre, l'état-major de l'armée de Silésie fut transformé en « Département de l'état-major général », prédécesseur du « Grand état-major général » prussien. À la tête du département fut placé Grolman, qui a établi les traits fondamentaux de l'existence de l'état-major général en Prusse.

Même Scharnhorst mettait en garde contre le danger de transformer l'état-major général en guilde ; dans ce cas, les forces censées éliminer les frictions et coordonner tous les efforts de l'armée, destinées à être le moteur de tout le mécanisme militaire, se détacheraient de l'armée. Le service deviendrait purement mécanique, l'art deviendrait un métier, et l'officier d'état-major général se dégraderait en spécialiste technique étroit. Scharnhorst citait également un exemple avertisseur : la guilde des ingénieurs militaires. En même temps, Scharnhorst, grand adversaire de la séparation d'une caste militaire, n'admettait pas que les officiers de l'état-major général aient d'autres occupations, à l'exception de l'enseignement des sciences militaires. Suivant les indications de Scharnhorst, Grolman a donné au corps des officiers d'état-major général un caractère ouvert. Le rapport de Grolman de 1814 dépeint l'état-major général en temps de paix seulement comme une école, à travers laquelle passe un nombre important d'officiers triés sur le volet, qui seront préparés, en cas de guerre, pour des tâches responsables. L'état-major général ne doit pas être envisagé séparément de l'armée : il fournit à cette dernière le plus grand nombre possible d'officiers instruits, connaissant la

tactique de toutes les armes et dotés d'un esprit et d'un caractère résolus. Personne ne doit rester dans l'état-major général plus de quatre ans consécutifs. Les supérieurs, certes, aiment avoir dans les états-majors des employés expérimentés, représentant un véritable guide vivant des lois et des ordres, maîtrisant parfaitement la routine bureaucratique. Mais il faut lutter contre cela : après 10 à 20 ans de service d'état-major, à la recherche constante de fondements légaux pour les ordres donnés, le cerveau le mieux développé s'appauvrira et perdra toute initiative. C'est pourquoi un quart des officiers d'état-major général doit chaque année retourner au service actif, mais pas pour simplement satisfaire à l'exigence de seniorité. Ne retourneront à l'état-major général que des officiers remarquables, réélus à des postes supérieurs. Ainsi, on évitera le danger qu'un officier, représentant une étoile de second ou troisième rang, ayant surmonté dans sa jeunesse les épreuves académiques et acquis de l'expérience dans les rouages de l'état-major général, atteigne des postes où il faut des étoiles de premier rang. Lors de la formation des officiers d'état-major général, il ne faut pas s'embarrasser pour les mathématiques, car elles développent une tendance aux formules et à la scolarité. Il est plus utile que, dès l'obtention du plus haut niveau d'éducation militaire, un commandant dirige consciemment une compagnie pour étudier comment pense un soldat, comment il doit être commandé et ce que l'on peut attendre de lui.

La formation d'un officier d'état-major général s'étendait sur 9 ans : 3 ans à l'académie et 6 ans d'affectation, pendant lesquels étaient accomplis des exercices topographiques, divers travaux au Grand État-Major — on rédigeait des descriptions géographiques militaires, on élaborait des tâches particulières, en hiver et lors de déplacements sur le terrain, on effectuait un stage dans l'état-major du corps, et 2 ans étaient consacrés au service sur le terrain, dans les branches des forces armées où l'affecté n'avait pas encore servi. Pendant cette période, une sélection rigoureuse avait lieu ; l'admission à l'académie se faisait par un concours strict ; moins de la moitié des candidats admis achevaient l'académie, et parmi ceux affectés, au maximum un tiers était transféré à l'état-major général. Après toutes ces épreuves, le service à l'état-major général se faisait sur une courte période de 3 à 4 ans, puis l'on était renvoyé au service sur le terrain et une nouvelle sélection avait lieu pour les postes supérieurs à l'état-major général.

L'absence de caractère cloisonné et fermé a été maintenue dans le développement ultérieur de l'état-major général prussien. Lorsque des spécialités devenaient si complexes qu'en une courte période un officier d'état-major ne pouvait pas maîtriser leur technique, ces spécialités n'étaient pas incluses dans le cercle des fonctions occupées par les officiers d'état-major ; ainsi, par exemple, le service des communications militaires, nécessitant une connaissance approfondie de la technique ferroviaire, en Allemagne n'était pas dirigé par des officiers d'état-major, mais principalement par des officiers ayant terminé l'académie, mais n'ayant pas intégré l'état-major général. De plus, dans les états-majors prussiens, l'officier d'état-major était entièrement libéré du travail de bureau et des détails de la mobilisation : toute la bureaucratie et la technique de mobilisation incombait à l'adjudanture et aux spécialistes administratifs. Grâce à cela, l'état-major général prussien pouvait se consacrer entièrement à l'art militaire et était trois fois moins nombreux que les états-majors russes ou français. La faible taille de l'état-major général est importante en ce qu'elle permet une sélection plus rigoureuse et ne prive pas excessivement le personnel de commandement sur le terrain des avantages professionnels que possède toujours un officier d'état-major.

Dès 1802, le principal responsable de l'ancien état-major général, Massenbach, proposa de confier à l'état-major général la mission d'élaborer des plans de campagne sur tous les fronts prussiens possibles, en tenant compte des différentes alliances politiques. Cette idée présentait de grandes possibilités, car elle a permis, au cours du XIXe siècle, de créer le droit d'auteur de l'état-major général sur le plan de guerre. Massenbach n'eut pas de succès, car le travail de l'état-major général de réserve, pour le cas d'une guerre, semblait futile tant que les conditions politiques de l'affrontement militaire imminent n'étaient pas définitivement

établies. En 1814, Grolman forma trois départements principaux de l'état-major général élargi, chacun se spécialisant dans l'étude du front français, autrichien ou russe. Ces départements, même s'ils élaboraient certains plans de campagne, étaient en tout cas loin de l'autorité nécessaire pour les mettre en œuvre. Leur travail avait principalement un caractère préparatoire. Lors d'une menace concrète de guerre, comme au XVIII^e siècle, une personne était désignée pour le poste de commandant de l'armée, qui, avec ses collaborateurs les plus proches, élaborait le plan de campagne à réaliser. Ainsi, en 1830-1831, Gneisenau fut désigné comme commandant de l'armée contre la France, et il invita à rejoindre son état-major Clausewitz; à Clausewitz sont attribués trois plans de campagne contre la France — 1828, 1830 et 1831. L'auteur de ces plans, Clausewitz, ne servait pas dans l'état-major général élargi. De même, en 1840, lorsque le mouvement révolutionnaire à Paris fut très intense et menaçait de provoquer des complications européennes, Grolman, déjà sorti de l'état-major général depuis 19 ans, fut désigné pour le poste de commandant de l'armée contre la France, et il remit en œuvre le plan de campagne qu'il avait élaboré avec Gneisenau à l'époque du Congrès de Vienne. Ainsi, avant Moltke, la compétence de l'état-major général élargi dans l'élaboration du plan de déploiement opérationnel et le développement des idées principales de la guerre était minime et avait principalement un caractère d'études préparatoires et de travaux statistiques.

Pour soutenir ce travail préparatoire, Grolman a organisé une agence militaire spéciale. Les six premiers agents militaires nommés par Grolman ont reçu des instructions directrices pour toutes les activités de l'agence militaire : observer une neutralité politique absolue, en concentrant toute l'attention exclusivement sur les questions militaires. En 1819, Grolman, en plus des trois départements principaux, a créé un département d'histoire militaire ; le Grand État-Major Général n'incluait pas dans ses fonctions l'élaboration de règlements, de manuels et d'instructions, mais son département d'histoire militaire a reçu une chaire à partir de laquelle il pouvait influencer le développement de la pensée militaire dans l'armée. L'importance directrice du département d'histoire militaire a été établie dès l'époque de Moltke. Parallèlement, Grolman a organisé un travail cartographique systématique—par triangulation et relevé de l'ensemble du territoire de l'État. À l'exception des responsables, les officiers spécialisés dans le Grand État-Major Général dans le domaine de l'histoire militaire ou du travail cartographique n'étaient pas affectés au poste de l'état-major général.

La réaction a constraint Grolman à démissionner en 1821 ; cependant, le coup porté au chef n'a pas été un coup porté à l'organisation qu'il avait créée. Le successeur de Grolman fut son adjoint au département topographique, Mueffling. La faveur désirée du monarque envers l'état-major général avec son nouveau chef, un homme équilibré, modéré et fiable, s'est exprimée par le fait que l'état-major général fut détaché du ministère de la guerre, transformé du département en « Grand » état-major général, et que le chef de l'état-major général obtint le droit de faire directement rapport au roi.

De la sortie de l'état-major général de la tutelle du ministère de la guerre et de l'établissement de ses relations directes avec le pouvoir suprême, on tire souvent à tort la conclusion qu'une nouvelle ère commence pour l'état-major général prussien. Cette opinion est profondément erronée. 11 C'est d'autant plus erroné que l'idée du roi était de porter un coup à l'union de toutes les questions militaires créée par Scharnhorst entre les mains du ministre de la guerre (le ministère de la guerre en Prusse étant une création de Scharnhorst). Le désir des rois prussiens de ne pas laisser le pouvoir dans l'armée leur échapper se développait dans deux directions* 13* 196 Le quatrième Sofortapunkt de Grohlmann, dont la voix était convaincante, indépendante, presque tyrannique, et à travers l'intermédiaire du ministère de la guerre, portait un coup lourd à l'état-major général prussien; en fait, l'état-major général perdit toute importance dirigeante dans les affaires de préparation à la guerre pendant 40 ans. Le droit de rapport direct au roi, étendu au chef de l'état-major général, revenait également à tous les commandants de corps prussiens — comme en Russie aux

commandants des troupes dans les districts — et n'était presque jamais utilisé pour des questions sérieuses. Si un chef maladroit se trouvait et utilisait son droit pour contourner le ministre de la guerre, il aurait compromis sa position, et ses notes auraient été renvoyées depuis le cabinet du monarque à l'appréciation du même ministre. Pour que l'état-major puisse véritablement profiter de ce droit de contact direct avec le pouvoir suprême et usurper le pouvoir à son profit, d'autres conditions préalables devaient naître pour lui.

L'élargissement du champ d'activité sous Moltke. Les réformes de Scharnhorst et la guerre de libération de 1813-1815 ont créé un appareil d'état-major général, mais jusqu'aux années 60 de ce siècle, cet appareil ne produisait du travail qu'en interne, formant des cadres opérationnels hautement qualifiés. La tâche de développer le travail de cet appareil est revenue à Moltke (né en 1800, mort en 1891). Moltke fut chef de l'état-major général pendant 31 ans, de 1857 à 1888 ; cependant, les six dernières années, seulement de manière nominale, car en raison de son âge avancé, c'est effectivement à partir de 1882 que son adjoint, le comte Waldersee, dirigeait l'état-major général. Pendant cette période, la relation de l'état-major général à la préparation à la guerre a radicalement changé.

Le 28 octobre 1857, la régence de Prusse a été assumée par le prince prussien Guillaume. Le poste de chef de l'état-major général était vacant depuis le décès du général von Reyer pendant trois semaines ; le deuxième jour de sa régence, Guillaume nomma à la tête de l'état-major général l'un des généraux de division les plus jeunes—Moltke, le tuteur militaire de son fils.

Moltke — un pauvre officier danois de nationalité allemande, qui avait rejoint l'armée prussienne pour des raisons de carrière. Au corps de cadets danois, Moltke avait reçu une formation scientifique ne dépassant pas le niveau d'une école primaire moderne, mais il réussit à terminer l'Académie militaire de Berlin, et ensuite il passa toute sa vie à élargir ses connaissances en philologie, géographie et histoire. À 58 ans, lorsqu'il se retrouva de façon inattendue chef d'état-major, pour la surprise de tous et de lui-même, il maîtrisait sept langues (allemand, danois, turc, russe, français, anglais, italien) et était un historien et géographe érudit. Il voyagea beaucoup ; entre 1835 et 1840, il fut envoyé en Turquie, travailla au renforcement de la défense des détroits, pacifia les Kurdes, explora le cours supérieur du Tigre, jusque-là inconnu des géographes, et se trouvait dans l'armée turque vaincue par le vice-roi révolté d'Égypte, Méhmed-Ali. Ayant servi auprès des princes de la dynastie Hohenzollern, il résida à Rome, parcourut toutes les capitales d'Europe ; il dessinait magnifiquement ; il réalisa en fait lui-même le premier relevé des environs de Constantinople ; à 45 ans, sans occupation fixe à Rome, en sa qualité d'adjudant du prince Henri, Moltke fit de ses mains un relevé des alentours de Rome de 500 verstes carrées et y inscrivit toutes les informations présentant un intérêt archéologique et artistique. La carte fut publiée par Alexander von Humboldt.

Le service de Moltke ne se construisait pas selon un modèle ; il lui fournissait un matériau précieux pour des comparaisons et des observations, mais, en raison de l'absence totale de critères de service, il privait Moltke de tout espoir d'obtenir un poste de commandant de brigade. Il avait à son actif un nombre assez important d'œuvres littéraires et militaires-scientifiques, commençant par la traduction de l'ouvrage en douze volumes de Gibbon « Histoire de la chute de l'Empire romain », en passant par des frivoles littéraires, et allant jusqu'à l'histoire de la guerre russo-turque de 1828-1829, publiée en 1845. Moltke publia sous pseudonyme un certain nombre d'articles politico-historiques très sérieux ; en 1843, il esquissa l'importance militaire des chemins de fer alors nouveaux en Europe. Mais il était connu dans les cercles militaires et publics principalement comme l'auteur de « Lettres sur l'état de la Turquie et les événements en son sein » — une description classique des observations que Moltke avait faites lors de ses voyages en Turquie. Au sein de l'état-major général prussien, la nomination de Moltke fut perçue comme une victoire de la candidature d'un danseur de cour. Personne, ni l'armée ni l'état-major général, ne savait que ce cavalier le

plus consciencieux des bals de cour cachait un esprit vaste et acéré, la capacité de diriger sans se perdre dans les détails, le talent de créer une école, de préparer des élèves dont l'initiative ne serait pas écrasée mais développée ; le régent lui-même, Wilhelm, attribuait une importance limitée au poste de chef de l'état-major général et choisissait pour ce poste une personne éduquée dotée de dispositions connues pour le travail scientifique.

Au cours des neuf premières années, jusqu'à la guerre de 1866, Moltke ne disposait pas de l'autorité nécessaire pour se mettre en avant et faire entendre la voix de l'état-major général en matière de préparation à la guerre. Moltke n'était même pas en correspondance directe avec le ministre de la Guerre et devait adresser ses documents au chef du département général du ministère de la Guerre. En 1859, ce dernier retardait de trois mois, sans exécution, les propositions les plus urgentes de Moltke concernant l'établissement de contacts avec le ministère du Commerce, qui jouait en Prusse le rôle du ministère des Transports, afin de garantir la capacité de transport des chemins de fer prussiens en vue de la mobilisation prochaine. La grande réforme militaire de 1860 fut menée par le ministre de la Guerre énergique, Roon, sans aucune participation de Moltke, qui n'était même pas consulté pour cette réforme. Le chef de l'état-major général en 1861 n'a pas été invité à participer à l'élaboration du « Manuel pour les grandes manœuvres », bien que Moltke se soit proposé pour cette tâche, en soumettant au roi un rapport présentant son projet.

Pendant la guerre de 1864, Moltke occupait toujours une position subordonnée, bien qu'à la fin de celle-ci il ait réussi à attirer l'attention du roi sur le bien-fondé de ses conseils. Après cette guerre, il développa les conclusions qu'elle offrait sur le plan tactique, mais, ayant été averti par une expérience douloureuse, il ne les présenta plus pour approbation au roi, et les publia en tant que particulier. Même dans une affaire aussi directement liée à l'état-major général, comme la question de la construction de nouvelles forteresses et du renforcement de celles existantes, à cette époque l'autorité de Moltke était inférieure à celle de l'inspecteur des ingénieurs et des forteresses.

La préparation de la guerre de 1866 était l'œuvre exclusive du ministre de la Guerre Roon ; jusqu'à ce moment, Moltke se contentait de combiner les plans de campagne en se basant sur les résultats de ce travail préparatoire. La tâche du chef de l'état-major général consistait uniquement à suivre constamment la situation militaire en Europe et à être prêt à tout moment à présenter un rapport sur les chances de guerre avec tel ou tel voisin et sur le plan de campagne le plus approprié. Pour être à la hauteur de cette tâche, le chef de l'état-major général devait toujours être pleinement informé de la politique extérieure. Cependant, on tenait encore si peu compte de Moltke que le ministère des Affaires étrangères ne le renseignait pas directement ; le ministre de la Guerre ne lui envoyait le matériel politique rassemblé que dans des cas particuliers, et même tous les rapports des agents militaires ne lui étaient pas transmis. Il devait donc s'orienter dans les possibilités politiques principalement à partir des journaux et d'autres sources non officielles.

Dans ces conditions, Moltke devait concentrer son attention sur la préparation d'un petit groupe d'officiers d'état-major général, dont il était à la tête. L'ensemble de l'état-major général en 1857 se composait de 64 officiers, dont 18 formaient le Grand état-major général. Dix ans plus tard, Moltke l'avait porté à 119 officiers, dont 48 au sein du Grand état-major général. Les travaux de ce dernier impliquaient également 30 jeunes officiers stagiaires affiliés à l'état-major général. Au cours des treize premières années de son mandat en tant que chef de l'état-major général, Moltke mena avec beaucoup de talent neuf campagnes sur le terrain et consacra également beaucoup de temps aux tâches tactiques. Celles-ci étaient généralement dirigées par les chefs de sections du Grand état-major général, mais à la fin de l'année, Moltke établissait lui-même les missions et réalisait personnellement, dans son bureau et en présence de tout le Grand état-major général, l'analyse des décisions.

Mais l'attention la plus fervente de Moltke se consacrait au travail de son département d'histoire militaire, qui constituait une chaire à partir de laquelle Moltke pouvait s'adresser à

un public plus large, au personnel de commandement. En 1862, le département d'histoire militaire publia « Histoire de la campagne italienne de 1859 ». Déjà trois ans après la guerre, lorsque les États ayant combattu n'avaient pas encore eux-mêmes tout compris de celle-ci, lorsque les données précises et tout traitement archivistique faisaient défaut, Moltke entreprit un travail historique rédigé de manière critique. Bien que ce travail ait été préparé dans le département d'histoire militaire par des officiers très remarquables de l'état-major général, dans la version finale presque chaque ligne émanait de la plume de Moltke. Le chef de l'état-major général souhaitait, à travers ce travail, familiariser l'armée prussienne avec les nouveaux phénomènes que présente la guerre moderne, et utiliser ce travail pour donner une interprétation correcte des conclusions de la campagne de 1859. Entre les mains de Moltke, l'exposé historique militaire se transforma en une discussion classiquement claire des questions aiguës de la stratégie et de la tactique modernes, et cette manière de critique historique fonda également les travaux historiques ultérieurs de l'état-major général prussien.

Pendant la guerre de 1866, la situation de Moltke s'est avérée avantageuse. À la tête de l'armée prussienne se trouvait le roi, tandis que Moltke—son chef d'état-major en temps de paix—restait également chef d'état-major en temps de guerre. Même au moment de la bataille de Königgrätz, l'autorité de Moltke était reconnue par tous les commandants de niveau supérieur. Le cours réussi de la campagne a renforcé de manière extraordinaire sa position et a permis à Moltke, à partir de 1867, de donner à l'état-major général la position dont il jouissait jusqu'à la Première Guerre mondiale inclusivement. Cette position a été acquise grâce au travail d'exploitation de l'expérience de la guerre.

Immédiatement après la fin de la guerre de 1866, Moltke s'est fixé une tâche remarquable : rassembler les documents d'archives laissés par la guerre et commencer à y travailler. L'œuvre avait un double caractère. De nombreux chefs influents de l'armée prussienne, comme le commandant de la Première Armée, le prince Frédéric-Charles, montrèrent un grand manque de compréhension des exigences stratégiques avancées par Moltke. L'état-major devait compter avec son autorité, son influence et sa popularité. Moltke a dû faire face à des difficultés d'un tout autre ordre que celles rencontrées lors de la compilation de l'histoire de la campagne de 1859, à laquelle l'armée prussienne n'a pas participé. Comme l'a fait remarquer Moltke, il a dû se convaincre que ceux-là mêmes qui font l'histoire trouvent qu'il est le plus difficile de l'écrire. C'est pourquoi, afin de compiler une histoire officielle de la guerre de 1866, destinée à être publiée, Moltke a publié une directive : « Vraie, seulement, vraie, mais pas toute la vérité. L'histoire s'est avérée finement alignée, éclairée, établie. Toutes les erreurs du commandement prussien et de la stratégie prussienne, tous les passages contestés, ont été très habilement obscurcis dans cet ouvrage qui est plutôt un chef-d'œuvre de diplomatie que de critique scientifique. La manière dont Moltke a conduit son travail est évidente dans le fait que l'histoire de la guerre de 1866 sur le théâtre allemand ne fut publiée qu'en 1867.

Mais parallèlement à ce travail, une recherche scientifique fructueuse était menée en secret sur toutes les lacunes de l'organisation militaire prussienne et sa tactique, ainsi que sur toutes les erreurs caractéristiques du commandement. Un vaste groupe d'officiers de l'état-major général, parmi lesquels se distinguaient particulièrement Verdy du Vernois et le comte Wartensleben, travaillait fiévreusement à cette tâche ; Moltke l'utilisait comme matériau de brouillon pour lui-même et en 1868 rédigea et présenta au roi le « Mémoire sur l'expérience résultant de l'examen de la campagne de 1866 ». Ce mémoire fut retravaillé en 1869 et envoyé par Moltke à tous les chefs, du commandant de régiment et au-delà, sous forme de « Instructions pour les officiers supérieurs ». Dès ce moment, l'état-major général s'arrogea l'arbitrage suprême en matière de stratégie et de tactique. L'« Instruction » était excellente pour son époque, et permit en 1870 d'utiliser sur les champs de bataille la cavalerie et l'artillerie de manière incomparablement plus judicieuse qu'en 1866, et lorsque, 31 ans après sa rédaction (en 1900), elle cessa d'être secrète, elle repréSENTA pour les armées russe et

française un immense progrès par rapport aux conceptions de l'art militaire dominantes dans leurs manuels.

S'appuyant sur le fait que Roon, en tant que ministre, dont tout le temps était absorbé par les questions de la vie quotidienne, ne pouvait pas consacrer autant de temps et d'attention à l'étude et à la planification de l'expérience de la guerre comme le faisait l'état-major général, Moltke est intervenu en tant qu'interprète de l'expérience de la guerre, avec des indications et des exigences émanant de celle-ci sur un large front. Le plan de mobilisation a été retravaillé conformément aux instructions de l'état-major général ; dès le septième jour, le transport massif des unités ayant terminé la mobilisation pouvait déjà commencer. Moltke a toujours accordé une importance énorme aux questions ferroviaires et, immédiatement après sa nomination en tant que chef d'état-major général, il a formé dans le Grand État-Major la section ferroviaire ; mais cela ne permit à l'état-major général de se préparer à l'utilisation des chemins de fer que sur le plan théorique. En 1859, lorsque tous les États allemands se préparèrent à une action contre la France, Moltke, surmontant les frictions créées au ministère de la Guerre, réunit une commission ferroviaire mixte composée de représentants de tous les États allemands, des chemins de fer et de l'état-major général. Mais en pratique, presque tout restait comme avant, le réseau ferroviaire n'était pas considéré comme un tout, chaque chemin de fer était entièrement autonome ; en raison de quelques imperfections mineures, de larges sections ne pouvaient être utilisées pleinement. En 1866, l'affaire militaire ferroviaire en Prusse connaissait encore ses maladies infantiles. Maintenant, dans la période de quatre ans précédant la guerre franco-prussienne, l'état-major général est passé de la théorie à la mise en place de tâches pratiques, augmentant légèrement par de nouvelles constructions le nombre de lignes vers la frontière française à neuf (en 1859, il n'y avait que trois lignes continues) et améliorant la capacité d'un chemin de fer à double voie de douze à dix-huit trains par jour, celle des lignes à voie unique de huit à douze.

En 1866, le déploiement opérationnel de 8 corps, étendu le long de la frontière autrichienne pour faciliter le travail des chemins de fer sur un front de 420 verstes, a pris 29 jours. En 1867, le déploiement contre la France de 330 000 soldats nécessitait, selon les calculs, 43 jours ; au 30e jour sur le Rhin, l'Union de l'Allemagne du Nord ne pouvait concentrer que 150 000 hommes. Et trois ans plus tard, en 1870, la masse ayant franchi la frontière française était de 484 000 hommes, et cette masse, à l'exception de 3 corps retardés en arrière, avait terminé sa concentration dès le 19e jour et avait commencé l'offensive le 20e jour. Compte tenu des possibilités offertes par l'adhésion des États germaniques du Sud à la Prusse, il faut néanmoins reconnaître qu'en trois ans, la Prusse avait réduit de moitié le délai de mobilisation et de transport vers la zone de concentration. C'était l'un des premiers résultats de la saisie de l'autorité suprême par le grand état-major. La guerre de 1870 était déjà conduite selon un plan sur lequel le grand état-major, dirigé par Moltke, avait travaillé et qu'il menait à bien. Il suffisait de construire de courts tronçons, totalisant 140 km, pour obtenir deux nouvelles lignes directes vers le Rhin. L'adhésion des États germaniques du Sud à la Prusse a donné de nouvelles voies ferrées. Pendant quatre ans, la vie du grand état-major prussien, à la tête duquel se trouvait Moltke, était ainsi organisée. Un ministre de la guerre aussi autoritaire, talentueux et puissant, ami de Wilhelm, comme Roon, qui avait en outre un solide soutien dans « Bismarck », fut peu à peu obligé de céder ses positions à Moltke.

Au cours de ces 4 années (1866-1870), l'organisation militaire prussienne a été étendue à tous les États de l'Union de l'Allemagne du Nord et aux territoires récemment annexés à la Prusse. Les questions d'armement, de constitution de réserves, de construction de fortifications, d'augmentation des effectifs des unités militaires, de taille de la conscription dans l'armée, et de formation de nouvelles unités, puisque elles concernaient l'effectif et la capacité de combat de l'armée en activité et influençaient la rapidité de sa concentration, sont entrées dans le domaine de compétence du chef d'état-major général comme parties intégrantes du plan de guerre.

Si nous concentrons notre attention sur ce changement qui s'est produit en 1866 dans la situation de l'état-major général, nous verrons qu'il s'est libéré de son cadre opérationnel restreint et a établi sa dictature sur toute la préparation à la guerre. La responsabilité des directives de commandement est tombée sur l'état-major général. Le ministre de la Guerre en Prusse a conservé toute la plénitude du pouvoir uniquement en ce qui concerne leur mise en œuvre.

En évaluant les brillants succès de l'état-major prussien au XIXe siècle, il faut se rappeler la position extrêmement avantageuse qu'occupaient dans l'armée les dirigeants des tendances du nouveau classe arrivant au pouvoir—la bourgeoisie, représentée par Scharnhorst, Gneisenau et Grolman—ainsi que l'extraordinaire puissance de ce mouvement d'unification nationale allemande, à l'origine de toutes les réalisations majeures de l'état-major de l'époque de Moltke, et qui couvrait toutes les frictions et malentendus survenus entre l'état-major, incarné par Moltke, et le chef politique Bismarck. Le danger que l'état-major prenne une ligne politique autonome, en oubliant le précepte de Clausewitz selon lequel la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens, existait déjà à cette époque.

Mobilisation. Le succès du passage à des termes de service plus courts et à l'organisation d'un peuple armé nécessitait que l'on consacre beaucoup d'attention et d'efforts à la préparation de la mobilisation. Le développement des voies de communication et des moyens de liaison a considérablement accentué l'importance de la rapidité de la mobilisation. Ce n'est que progressivement que les questions de mobilisation ont reçu la solution appropriée.

La mobilisation de la Prusse en 1813 n'a été précédée que par une préparation idéologique. L'expansion de l'armée prussienne (de 42 000 à 300 000 hommes) devait être réalisée sans préparation organisationnelle préalable. Il fallait non seulement approvisionner les effectifs, mais aussi les officiers, les soldats, les armes et l'équipement. L'absence d'une armée prête pour Napoléon après la retraite de Russie, l'armistice d'été 1813, l'enthousiasme des Allemands et la transmission de toutes les questions relatives à la formation du Landwehr aux autorités locales ont permis à la Prusse de surmonter ce manque de préparation et de rassembler à l'automne des masses, certes en partie mal organisées, armées de matériel hétéroclite et équipées pour l'été, et en partie sans manteaux. Ces modestes résultats dans la création d'un peuple armé ont pris 7 à 8 mois.

Cependant, le succès global de la guerre de libération a créé dans l'esprit de Boyen la conviction que la mobilisation est le domaine de l'expression de la créativité libre ; un travail minutieux de réflexion sur tous les détails de la mobilisation est inutile et même nuisible, car il pourrait à l'avenir restreindre l'inspiration créative et l'enthousiasme populaire : tout le succès de la lutte reposait sur l'improvisation réussie, sur l'intuition, sur l'élan inspiré, selon les souvenirs des participants à la guerre de libération, et il semblait que cela devait également occuper une place importante dans les considérations de mobilisation. Ces idées étaient défendues par Boyen aussi lors de son deuxième ministère (1841–1848).

Cependant, l'expérience des mobilisations du XIXe siècle a porté des coups écrasants à l'idée d'improvisation. En 1818, on a commencé à élaborer un plan de mobilisation répondant au système nouvellement structuré des forces armées de Prusse, apparu après les guerres napoléoniennes. La première épreuve de ce plan a été la mobilisation partielle de 1830, qui a révélé un certain nombre de phénomènes intolérables : manque de réserves, emprunt forcé de ces réserves à l'armée permanente par le Landwehr, ce qui privait ce dernier de sa capacité de combat, inaptitude totale des « recrues de réserve » et des « recrues du Landwehr », insuffisance des stocks matériels, etc.

Mais il est tout à fait clair que les improvisations étaient inacceptables, comme cela s'est manifesté lors de la mobilisation de 1850, dirigée contre l'Autriche. Les chemins de fer se répandaient déjà en Europe, mais aucune planification pour leur utilisation en période de

mobilisation n'avait encore été faite par le département militaire. Le même jour, la convocation de tous les réservistes et du Landwehr des deux classes d'appel a été annoncée, et le transport des unités militaires a commencé.

Aux gares des chemins de fer faibles de cette époque, de nombreuses équipes se sont immédiatement rassemblées ; des centaines de milliers de réservistes, des cargaisons urgentes hors programme des services d'artillerie et de intendance. Un véritable chaos s'est produit. Les réservistes, affamés, s'entassaient pendant des semaines devant les bâtiments des gares, passant les nuits à la belle étoile et manifestant vivement leur ressentiment face à la situation insupportable. Comme l'infanterie et l'artillerie étaient en période de rééquipement, un certain nombre de malentendus sont survenus dans l'approvisionnement en munitions. Les uniformes et armes pour la Landwehr faisaient défaut, et de nombreux soldats de la Landwehr se retrouvaient avec des fusils à canon lisse, des cartouches pour fusils rayés et en tenue civile. La mobilisation immédiate des âges supérieurs (39 ans), inutilisables de manière efficace, mettait leurs familles dans une situation difficile — aucune allocation n'était prévue pour elles ; il a fallu adopter en urgence une loi obligeant les administrations locales à les aider, avec récupération ultérieure de leurs dépenses par l'État. Renforcer l'armée jusqu'à l'effectif prévu — une opération qui ne demandait pas plus d'une semaine —, dans ces conditions, s'est prolongée sur six semaines.

Au XIXe siècle, l'humanité était habituée à exiger un haut niveau d'organisation et d'ordre ; toute incohérence frappante, tout « gaspillage inutile de forces et de temps » entraînait une perte de confiance et sapait l'autorité. Le désordre progressivement surmonté lors de la mobilisation de 1850 avait fait perdre à la Prusse la foi en la combativité de son armée. Une mobilisation infructueuse constitue déjà une défaite ; l'affaire n'en est même pas arrivée à la guerre : la Prusse accepta l'humiliation d'Olmütz face à l'Autriche. La Prusse tira beaucoup de cette expérience et, avant tout, rejeta complètement toute idée d'improvisation. La préparation de la mobilisation, en particulier en ce qui concerne l'utilisation des chemins de fer, fait l'objet d'un travail minutieux et détaillé. Toutes les exigences imposées aux chemins de fer sont pesées à l'avance, prises en compte et réparties jour par jour. En 1857, au Grand État-major, sur proposition de Moltke, une section spéciale des chemins de fer est organisée. En 1859, lorsque des actions militaires se déroulaient en Italie, sur rapport de Moltke, une commission fut créée pour coordonner le réseau de chemins de fer de tous les États allemands en cas de guerre avec la France.

La mobilisation prussienne de 1859 s'est déroulée de manière déjà planifiée. La lutte contre l'improvisation n'a cependant pas remis en cause le principe d'une large décentralisation du travail de mobilisation, établi par Boyen ; la décentralisation est importante pour éviter que le travail de mobilisation ne se fige dans une forme bureaucratique peu vivante.

Le principe de la décentralisation s'est finalement enraciné après l'expérience de 1859, lorsque la condition fondamentale pour celui-ci a été établie : la résolution indépendante des questions de mobilisation de chaque unité militaire, séparée des questions de transport lors de la concentration. Le ministère de la Guerre a fixé des délais pour la mobilisation des troupes. Ces délais étaient utilisés par les chemins de fer pour organiser la mobilisation de leur côté, consistant principalement à renforcer les lignes les plus sollicitées avec des locomotives et, si nécessaire, avec du personnel, et à effectuer la collecte et le regroupement des wagons vides de manière appropriée. Ainsi, les transports lors de la concentration dans les guerres ultérieures ne commençaient pas dès le premier jour de la guerre, mais après un certain délai. Ce qui précède ne concerne pas les corps de frontière, chargés de couvrir la concentration, pour lesquels les tâches de mobilisation et de déploiement à la frontière coïncident. En Allemagne, et après 1870 également en France, chaque district de corps était avant tout une entité territoriale, résolvant de manière autonome toutes les questions de mobilisation. Le ministère de la Guerre ne conservait que la direction générale et, en temps de

paix, pourvoyait aux besoins de mobilisation en approvisionnements répartis dans les districts de corps. La création de dépôts centraux pour l'ensemble de l'armée, comme, par exemple, la construction au début du XIXe siècle du gigantesque Zeughaus à Vienne, ne répond pas aux exigences militaires modernes.

Le fait que la Prusse ait définitivement mis fin à toute improvisation est clair à partir de la mobilisation de 1864. Contre le Danemark, seule une petite partie de l'armée prussienne a été déployée—seulement 3 divisions d'infanterie. La réforme de 1860 avait augmenté le contingent de chaque appel (de 38 000 à 63 000), mais en 1864, seuls les deux groupes d'âge les plus jeunes de la réserve avaient l'effectif complet selon la loi de 1860 ; les autres groupes d'âge plus anciens de la réserve étaient plus faibles, et donc le nombre total de réservistes était insuffisant pour porter les bataillons prussiens à l'effectif de guerre (de 538 hommes en temps de paix à 1 002 hommes). En 1864, dans l'armée prussienne, il y avait en réserve seulement 264 réservistes par bataillon au lieu de 464. Bien sûr, 3 divisions auraient pu être facilement mobilisées grâce aux réserves d'autres divisions, mais afin de ne pas apporter de modifications aux hypothèses de mobilisation, afin de ne pas emprunter des réservistes en dehors de leurs zones, les bataillons prussiens qui combattaient contre les Danois ont reçu uniquement les réservistes qui leur revenaient réellement, ce qui a porté leur effectif à seulement 802 hommes.

Lors de l'élaboration du plan de campagne de 1866 contre l'Autriche, la Prusse détenait déjà un avantage considérable : la mobilisation et le transport vers la zone de concentration auraient pris aux Autrichiens au moins 3 mois, tandis que les Prussiens, grâce au travail accompli, ne mettaient que 25 jours. Nous pouvons facilement remarquer également l'influence des conditions de mobilisation sur la politique si nous prêtions attention au fait que la guerre contre l'Autriche — un acte nécessaire dans le processus de construction par la Prusse de l'unité allemande, qui était depuis longtemps une idée programmatique latente de la politique prussienne — a été prévue précisément en 1866, année où, pour la première fois, l'augmentation du contingent s'est fait sentir sur les quatre délais de réserve, et les bataillons prussiens, sans recourir au landwehr, pouvaient être systématiquement portés à un effectif militaire de 1002 hommes.

Cependant, nous ne pouvons considérer la mobilisation de 1866 comme réussie qu'en ce qui concerne les établissements militaires. Les arrières de l'armée n'avaient pas encore été touchés par le travail de mobilisation et étaient improvisés de manière assez peu réussie pendant la guerre elle-même. Le retard dans les questions d'arrière avant 1866 s'explique par le fait que l'état-major général n'avait pas encore une autorité suffisante pour intervenir dans ce domaine et commencer à coordonner l'organisation de l'arrière avec les hypothèses opérationnelles, tandis que le personnel de ligne considérait l'arrière avec un mépris féodal, comme un domaine appartenant aux fonctionnaires et aux intendants. Ce n'est que pendant la guerre de 1866 elle-même, après la victoire de Königgrätz, que Moltke acquit l'autorité nécessaire et commença à adapter l'organisation de l'arrière aux exigences opérationnelles.

Destinées de la théorie militaire en Prusse. Au XIXe siècle, la théorie de l'art militaire était résolument en retard par rapport à son évolution en pratique. L'inadéquation des concepts théoriques avec ce nouveau stade de l'art militaire, atteint en raison des modifications des conditions économiques, politiques et techniques de la conduite de la guerre, compliquait extrêmement la conduite des opérations et des combats, et lui donnait parfois un caractère chaotique. Les racines des difficultés rencontrées par la théorie de l'art militaire résidaient dans la dogmatisation de l'art militaire napoléonien. La pensée des théoriciens militaires, à de rares exceptions près, était étrangère à la logique dialectique, ne s'apercevait pas de l'état d'évolution permanente dans lequel se trouve l'art militaire, et tendait à découvrir dans l'œuvre de Napoléon la dernière parole, le mystère le plus profond, la loi suprême et éternelle de l'art de vaincre. Pour les théoriciens militaires, le cours de l'histoire semblait s'être arrêté à Napoléon, et la théorie militaire avait cessé de comprendre la

réalité changeante. Seul un philosophe militaire exceptionnel, Clausewitz, ne tomba pas dans cette erreur.

Au début de l'époque moderne qui nous intéresse, l'influence de l'art militaire napoléonien n'était pas aussi perceptible que lorsqu'à partir des années 1830, une pléiade de théoriciens militaires, menée par Comini, se mit à populariser largement ses principes. La fin de l'époque napoléonienne fut marquée par le triomphe des idées opérationnelles, en net contraste avec le caractère de l'art militaire napoléonien. Déjà à la bataille de Wagram, la victoire de Napoléon fut contestée par l'archiduc Charles, qui avait regroupé ses forces non pas sur une seule, mais sur deux directions, essayant d'accabler la position centrale occupée par Napoléon. Le plan de Trachenberg, basé sur une offensive concentrique des armées alliées, conduisit Napoléon, en 1813, à la catastrophe de Leipzig. En 1815, la manœuvre de l'armée prussienne sur le flanc de la position anglaise attaquée à Waterloo infligea à l'armée de Napoléon une défaite complète. Les colonnes de Napoléon remportèrent encore un succès modéré à Wagram, mais à Waterloo elles subirent des pertes énormes et se révélèrent impuissantes contre l'ordre linéaire de Wellington. Ces données, cependant, étaient insuffisantes pour stimuler le développement de l'art militaire, même si elles auraient permis de justifier en grande partie les principales étapes que l'art militaire parcourut 50 ans plus tard, sous Moltke, dans le domaine de la tactique et de la stratégie. Pourtant, ces éléments étaient suffisants pour justifier une profonde réaction contre les tendances tactiques de Napoléon. À la fin du XIXe siècle, ce dernier comptait davantage de disciples qu'au cours des quinze premières années après Waterloo.

Les compagnons restants de Napoléon le critiquaient beaucoup plus librement que cela ne devint possible dans la seconde moitié du XIXe siècle ; ils condamnaient vivement l'utilisation des colonnes, en particulier les grandes, auxquelles Napoléon était attaché, et certains penchaient même clairement en faveur des formes linéaires de la tactique. Cinquante ans après Waterloo, l'ensemble du généralat européen s'était trouvé à un point tel d'appartenance à l'école napoléonienne que Moltke, ayant écrit deux ou trois articles à caractère théorique, dut renoncer à la tentative de fournir une justification théorique cohérente de sa pensée dans l'art militaire : proposer une nouvelle théorie aurait nécessité de déposer aux archives les points de vue de l'école napoléonienne, aurait exigé un effort acharné, provoqué des protestations vives et compliqué la direction par Moltke de subordonnés élevés dans le respect de la doctrine napoléonienne. Moltke préféra donc se limiter à des enseignements pratiques lors de l'analyse de tâches tactiques, de voyages sur le terrain, et dans l'évaluation d'événements militaires historiques, se préparant ainsi à se constituer parmi l'état-major des alliés partageant sa pensée. C'est à ce moment que fleurit, dans l'enseignement de l'art militaire, la méthode dite « appliquée », pour laquelle l'un des collaborateurs les plus proches de Moltke et futur ministre de la guerre, Verdy du Vernois, travailla particulièrement. Cette méthode appliquée devait nécessairement prospérer dans un contexte de chaos théorique militaire : lorsque toutes les généralisations sont mises en doute, il ne reste que la formation de la pensée militaire à travers l'étude du travail de commandement dans des cas concrets.

La modestie théorique de Moltke se manifeste également dans les « Instructions aux commandants supérieurs de troupe » de 1869, où il souligne la nécessité de tenir compte de l'évolution de l'art militaire : « La conduite de masses importantes de troupes ne peut être étudiée en temps de paix. Il faut se limiter à l'examen de facteurs individuels, ainsi, par exemple, l'expérience des campagnes précédentes. Cependant, les progrès de la technique, l'amélioration des moyens de communication et de liaison, les nouvelles armes, en bref, un contexte complètement changé - rendent plus inapplicables les moyens qui avaient précédemment assuré la victoire, et même les règles établies par les plus grands chefs militaires ».

Moltke apparaît encore plus modeste dans sa définition, presque humoristique, de la stratégie comme système de défauts. C'est une excuse moqueuse pour s'éloigner des modèles napoléoniens, un refus d'entrer dans une discussion théorique ennuyeuse sur la nouvelle façade opérationnelle qu'il a créée, un « rejet anarchique de toute base directrice dans la stratégie et l'art opérationnel », la reconnaissance de la liberté totale du génie militaire, la célébration d'une sorte de voie moyenne dictée par les circonstances. Pour éviter le conflit et désarmer les partisans du style classique napoléonien, Moltke se gardait de déployer son propre étendard en théorie et ne soulignait pas les contradictions entre ses vues sur la conduite des opérations et celles de l'époque napoléonienne. La tâche — dégager les forêts et ouvrir une nouvelle façade théorique dans l'art opérationnel et la tactique — a été accomplie plus tard, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle par l'élève de Moltke, Schlichting.

La pensée théorique de Schlichting a donné comme une seconde naissance à la pratique de Moltke. À la lumière de son enseignement, les guerres de 1866 et 1870 ont pris une nouvelle dimension.

Les règlements prussiens de 1811 et 1847. Les dernières campagnes de l'époque napoléonienne se caractérisent par la transformation de l'armée prussienne en un peuple armé. La discipline extérieure de l'armée prussienne de 1813 à 1815 laissait beaucoup à désirer ; les troupes étaient dispersées ; la Landwehr comprenait la discipline à sa façon ; le caractère particulièrement turbulent concernait la Landwehr des régions rhénanes récemment intégrées à l'État prussien ; il ne s'agissait pas de régiments royaux, mais de régiments reflétant les exigences et les aspirations de la bourgeoisie ; l'encadrement commandant était insuffisant en nombre pour l'armée en expansion. Le brusque tournant réactionnaire survenu après la chute de Napoléon se manifesta par un rejet de cette indiscipline et par un engouement pour les exigences d'une discipline extérieure, par la formation de héros du défilé parmi les troupes. L'enthousiasme des vainqueurs couronnés de Napoléon Ier y contribua également. Il est notable de mentionner le défilé à Paris le 1er septembre 1815, au cours duquel un débat surgit entre le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III et Alexandre Ier sur la question de savoir quelle infanterie accomplirait plus rapidement les manœuvres. Le différend fut réglé par une compétition ; du côté prussien, deux bataillons du régiment de la garde, dont le chef était l'empereur russe, sous le commandement du roi de Prusse, prirent part ; du côté russe, deux bataillons de la garde, dont le chef était le roi de Prusse, sous le commandement personnel d'Alexandre Ier. Les contemporains notèrent qu'Alexandre Ier commandait élégamment, mais visiblement nerveux, et fut nettement battu par le roi de Prusse, qui démontra des aptitudes exceptionnelles de parader : les Prussiens réussissaient à terminer leurs manœuvres et à mettre en position les fusils quand les héros de 1812, 1813 et 1814 achevaient leurs évolutions. Le slogan de réaction pour les combats devint de renforcer les régiments, qui, malgré les compétences acquises lors de nombreuses campagnes, ne répondraient pas aux exigences d'un défilé ostentatoire. Le roi de Prusse pensait que « l'uniformité est la plus grande beauté militaire » et que « la compagnie qui peut bien passer en marche cérémonielle marchera bien aussi contre l'ennemi ». Dans toute l'Europe, une vague d'arakcheevisme se fit sentir — lutte pour la précision des formes, persécution du « poche révolutionnaire » dans les vêtements, discipline et maniement de la troupe sous toutes les formes. L'infanterie ne pratiquait presque pas le tir ni les manœuvres sur le terrain, s'exerçant sans cesse à l'instruction en ligne sur la place d'armes. La cavalerie ne travaillait que dans le manège, l'évaluation du commandant d'escadron se basant en grande partie sur la quantité de graisse sur les chevaux. Les rares manœuvres consistaient en des défilés sur le terrain, où toutes les évolutions à venir étaient prédéterminées, parfois balisées par des piquets ; ce caractère de spectacle était parfois exacerbé par le recours à l'histoire militaire : lors des anniversaires ou des manœuvres, on reproduisait des batailles mémorables.

À la fin de l'époque napoléonienne, les règlements les plus avancés étaient ceux de l'Autriche, publiés par l'archiduc Karl. Ces règlements intégraient l'expérience des guerres de

la Révolution et de Napoléon et soulignaient particulièrement le début des formations perpendiculaires par opposition aux formations linéaires. Cela s'explique par le fait que chaque régiment en Autriche avait sa propre nationalité et sa propre langue, et il fallait éviter soigneusement le mélange des régiments : ils devaient être placés non pas l'un derrière l'autre, mais côté à côté, chaque régiment étant superposé au précédent en profondeur. Le règlement d'infanterie autrichien de 1809 servit de modèle pour le règlement prussien de 1811, élaboré avec la participation de Clausewitz ; les rédacteurs prussiens prirent en compte les courtes périodes de formation de l'armée prussienne ; tout ce qui était superflu et nécessaire uniquement pour les parades, mais pas pour le combat, fut éliminé. « Toutes les évolutions complexes et artificielles, inaptes face à l'ennemi, doivent être bannies des terrains d'instruction », exigeait le règlement. Pour le repli en colonnes et le déploiement, le règlement précisait environ 4-0 et indiquait que chaque officier devait être capable de manœuvrer sa section selon les circonstances et de la placer à sa position. Ce règlement, sanctifié par les victoires de 1813-1815, fut maintenu à l'époque de la réaction, mais comme il ne répondait pas aux exigences minutieuses de l'uniformité, chaque commandant publiait des suppléments et des explications. Le règlement détaillé fut recouvert d'instructions officielles volumineuses qui favorisèrent de manière intensive le recul tactique. Les abus des explications de ce règlement expliquent pourquoi, par la suite, en Prusse, tout ordre approuvant un nouveau règlement contenait systématiquement l'interdiction catégorique pour tous les commandants de publier, outre le ministère de la guerre, des suppléments ou des explications sur celui-ci.

Cette charte de 1811 contenait un ordre de bataille normal pour l'attaque d'une brigade, la plus haute unité de manœuvre de l'armée prussienne (la division a ensuite été formée en Prusse en attribuant deux régiments de Landwehr à la mobilisation à deux régiments permanents de l'époque de paix). Dans cet ordre de bataille, deux régiments d'infanterie occupaient 400 pas de front et en profondeur, se déployant non pas en ligne, mais perpendiculairement, c'est-à-dire que les régiments étaient placés côté à côté et s'échelonnaient chacun en profondeur, plutôt qu'un régiment derrière l'autre. Devant, deux chaînes de tireurs dispersés étaient formées par les deux bataillons de fusiliers de chaque régiment, représentant les unités d'élite. Dans l'infanterie, on conservait ainsi la distinction entre infanterie légère et infanterie de ligne.

L'ordre perpendiculaire n'était appliqué que si les deux régiments de la brigade étaient permanents ; si l'un d'eux était un régiment de Landwehr, le régiment permanent représentait toujours la partie avancée de l'ordre de bataille lors des manœuvres, tandis que le régiment de Landwehr se déployait derrière.

Bien sûr, l'indication dans le règlement des formations de combat normales d'un certain « modèle » d'actions de combat conduit à ce que les troupes accordent moins d'attention à l'adaptation des formations aux approches existantes, à l'application des formations au terrain et aux particularités des conditions de combat données. La question de savoir si les formations de combat normales, ainsi que d'autres modèles réglementaires pour le combat, sont bénéfiques ou nuisibles, a été vivement débattue tout au long du XIXe siècle. Clausewitz s'est prononcé en leur faveur : « Cette formation de combat établira dans l'armée des manières d'agir déterminées, ce qui est très nécessaire et utile, car la majorité des généraux et officiers à la tête de petites unités ne possèdent pas de connaissances particulières en tactique, ni même de dons militaires exceptionnels. L'adoption d'une formation de combat entraînera un certain méthodisme qui remplacera l'art là où il manque. » Ces considérations de Clausewitz étaient exactes—mais seulement pour le niveau de préparation du commandement de l'époque du début du XIXe siècle.

Le magnifique "règlement d'infanterie prussien de 1811" ne s'opposait en rien à la réaction tactique féroce et est resté en vigueur jusqu'en 1847, lorsque, sous la présidence de Guillaume de Prusse (plus tard Guillaume Ier), un nouveau règlement fut élaboré, qui resta en vigueur jusqu'en 1888, car l'empereur considérait l'armée comme son enfant chéri avec une

attention touchante, et une révision complète ne fut possible qu'après la mort de son auteur. Le "règlement de 1847" libéra l'armée de nombreux excès du vieux règlement, mais il devint lui-même très volumineux en raison de l'objectif principal — fournir des règles et un ordre réglementaire pour tous les cas et des préférences expédiées à l'avance — et la recette apprise sur les terrains d'entraînement était préférée à la résolution libre d'une tâche, représentant un cas concret de confrontation avec l'ennemi. Les bataillons étaient entraînés à l'attaque avec une variation gracieuse des flancs offensifs et défensifs de la chaîne de tirailleurs. La formation de combat de base restait serrée. Cependant, ce règlement rétrograde, tenant compte de la préparation excellente et de la fiabilité des commandants de compagnie prussiens, introduisait également une grande innovation — la "formation par compagnie", la division du bataillon, qui représentait une unité trop encombrante avec l'armement moderne, en une série de petites unités tactiques, ce qui permettait une manœuvre beaucoup plus flexible au combat.

D'ailleurs, une nouveauté similaire — la formation en bataillon — était également incluse dans le règlement russe de l'époque de la guerre de l'Est, ce qui n'a pas empêché l'infanterie russe de manœuvrer de manière extrêmement maladroite.

Nous devons avant tout souligner l'importance relative des règlements militaires : l'utilisation réactionnaire du règlement avancé de 1811 retardait le développement tactique de l'armée ; d'autres tendances, avec le règlement de 1847 empreint de conservatisme, ont poussé la préparation de l'armée prussienne en avant.

Tactique de tir. Les rois de Prusse, pas moins que les souverains russes, dirigeaient leurs armées vers des exigences de cérémonie ; les règlements russes étaient presque des copies de ceux de Prusse. Cependant, dans la tactique des troupes prussiennes et russes sur les champs de bataille des années 50, 60 et 70, nous constatons une différence significative. L'idéal dirigeant pour l'infanterie prussienne restait le même : la tactique d'attaque-frontale, à l'arme blanche, de la masse, placée dans des limites strictes d'un ordre serré, né avec les premières formations en phalange de l'humanité ; mais en pratique, nous voyons dans l'armée prussienne des écarts notables par rapport à cet idéal.

Moltke s'intéressait énormément aux problèmes tactiques posés par le perfectionnement des armes et comprenait que les anciennes notions de combat offensif ne correspondaient pas à la nouvelle réalité du champ de bataille. Mais Moltke ne pouvait pas trouver de solution tactique adaptée aux nouvelles armes, d'autant plus qu'il était impossible de remettre en cause l'utilisation en combat des formations serrées selon le règlement de 1847, qui bénéficiait de la protection particulière de Guillaume Ier. Le combat d'engagement, qui avait déjà eu lieu dans la pratique, restait théoriquement inconscient. Moltke ne pouvait donc que donner aux troupes des conseils difficiles à mettre en pratique : au début de la bataille, tenir la défense, laisser l'ennemi se briser sur notre feu, puis passer énergiquement à l'offensive. Le prince Friedrich-Karl résumait ainsi les indications de Moltke : « Il faut commencer les batailles comme Wellington et les finir comme Blücher ». Cependant, cette idée relève en grande partie d'une conception théorique : sur le champ de bataille, notre comportement tactique est involontaire et découle de l'opération que nous menons. L'armée prussienne n'avait jamais eu l'occasion de suivre ce conseil ; passer à la défense lors de la rencontre avec l'ennemi, lui céder l'initiative après l'établissement d'un contact tactique aurait été en contradiction flagrante avec l'énergie, l'initiative individuelle et l'élan offensif nécessaires à la réalisation des plans écrasants de Moltke.

L'armée prussienne doit, à notre avis, ses succès tactiques non pas tant à la direction supérieure qu'au recrutement qu'elle obtenait grâce au service militaire obligatoire et aux courtes périodes d'entraînement. Le service de deux ans, l'afflux constant de recrues et la présence parmi celles-ci d'un nombre important de représentants de la bourgeoisie et de l'intelligentsia ne pouvaient qu'exercer une influence modératrice sur l'engouement pour les exigences des parades. Dans les armées d'autres États, composées principalement de masses

paysannes, il était naturel que le centre de gravité de l'entraînement militaire se porte sur les actions collectives, sur la prééminence de l'aspect chorale, alors que dans l'armée prussienne, qui possédait une composition totalement différente de soldats, l'entraînement individuel du combattant est né et s'est développé dès les années 1850 :

« Le véritable trésor est la grande passion politique. Les cœurs faibles de la majorité des gens n'ouvrent pour elle que peu d'espace. 'Bienheureuse est la génération à laquelle une idée politique élevée, majestueuse et clairement compréhensible de tous, et qui met toutes les autres idées du temps à son service, est imposée par l'inévitable nécessité. Une telle idée en 1870 était l'unité de l'Allemagne. Ceux qui ne la servaient pas, ne vivaient pas avec le peuple allemand». C'est dans un style si élevé que l'idéaliste Treischke décrit l'élan de la bourgeoisie allemande, apparue sur la scène politique, vers l'unité allemande. Cet élan pénétrait au milieu du XIXe siècle toute l'armée prussienne et poussait même les réactionnaires à interpréter le fait que « le secret de la victoire réside dans le développement de la force morale du soldat, de son autonomie et de son initiative dans le commandement, de l'application de l'esprit et non de la lettre des règlements », et qu'il faut « libérer le flot de l'intelligence militaire ».

Une infanterie plus avancée a permis à la Prusse, dès 1841, d'adopter le fusil à aiguilles de Dreyse, chargé par la culasse. Comme la technique de l'époque n'avait pas encore résolu le problème de l'extraction de l'étui métallique de la cartouche après le tir, on devait faire ce dernier en papier afin qu'il brûle lors du tir ; une telle cartouche en papier nécessitait évidemment une manipulation extrêmement prudente pendant les marches pour ne pas l'endommager. La capsule ne pouvait pas être fixée sur l'étui en papier fin ; il fallut la placer au centre de la cartouche, où elle était maintenue sur un bourrelet en papier séparant la balle de la poudre. Pour enflammer la capsule, le percuteur devait d'abord perfore l'étui en papier et traverser tout le chargement de poudre ; c'est pourquoi il avait la forme d'une longue aiguille fine, qui se cassait au moindre défaut de fonctionnement. Le soldat disposait de trois aiguilles de rechange, et parfois elles ne suffisaient pas pour effectuer plusieurs dizaines de tirs.

Pendant la révolution de 1848, lorsque l'arsenal de Berlin fut pillé, les fusils Dreyse, conservés en secret, furent dispersés et devinrent connus des autres États européens. Mais aucun d'entre eux ne voulut introduire le fusil à aiguille pour son infanterie : il semblait trop fragile pour les mains paysannes et nécessitait un maniement trop délicat. La composition particulière de l'infanterie prussienne et l'entraînement minutieux des soldats permirent aux Prussiens d'utiliser cette arme fragile. Ses avantages étaient la possibilité de tirer trois fois plus fréquemment qu'avec un chargement par la bouche, et surtout la possibilité de recharger le fusil en position couchée, ce qui revêt une grande importance pour un tireur en ligne. En Prusse elle-même, on craignait que la cadence de tir élevée de la nouvelle arme n'entraîne la consommation rapide de toutes les cartouches à longue distance. Jusqu'en 1859, le fusil à aiguille n'était en dotation que dans la moitié de l'infanterie prussienne, et ce n'est qu'à partir de ce moment que commença la rééquipement complet de toutes les unités d'infanterie. En 1866, seul la Landwehr possédait encore des fusils à chargement par la bouche.

Les qualités du recrutement prussien ont permis l'introduction d'un fusil plus perfectionné ; mais comme ce dernier avait été adopté et que l'infanterie prussienne au début des années 60 détenait le monopole du chargement par l'État, il était naturel que la nouvelle arme pousse les Prussiens à chercher à montrer au mieux leur supériorité et à utiliser le feu en combat aussi efficacement que possible. Une attention sérieuse a naturellement été accordée à la formation au tir de l'infanterie. L'utilisation des formations de combat et le tir en position couchée n'étaient plus pour l'armée prussienne une simple formalité, mais acquéraient une importance essentielle.

Une grande importance était accordée au feu fréquent à courte distance. On considérait établi que toute attaque sur une plaine ouverte pouvait être repoussée par un feu rapide de fusils à aiguille. Par conséquent, l'infanterie prussienne pouvait renoncer aux formations continues et adopter un ordre de bataille plus dispersé. L'attaque à la baïonnette passait au

second plan par rapport au combat à feu. Après 1859, de nombreux chefs prussiens, impressionnés par le succès des attaques à la baïonnette des Français sur les basses terres lombardes accidentées, ont esquissé une réaction en faveur de la tactique d'assaut, de la même manière qu'elle avait lieu en Autriche. Cependant, le mérite de Moltke a été de contrer cette tendance, tant dans l'histoire de la campagne de 1859 que dans certaines démonstrations tactiques. Cette réaction s'est vite avérée dépassée.

Le fusil à aiguille et la tactique prussienne ont été testés pour la première fois au combat lors de la guerre de l'Autriche et de la Prusse contre le Danemark en 1864.

Particulièrement remarquable en matière de puissance de feu fut le petit affrontement du 3 juillet à Lundby. Une avant-poste latéral prussien de 124 hommes est tombé par surprise sur les Danois, au nombre de 180 à 200. Les Danois se sont lancés à l'attaque, mais à une distance de 250 pas, ils ont été arrêtés par le feu des Prussiens, qui tiraient calmement. Après quelques minutes de combat à feu, les Danois, équipés de fusils à chargement par la bouche, déplorèrent 22 morts et 66 blessés, tandis que les Prussiens n'avaient que 3 blessés. Ce résultat s'explique certes non seulement par la supériorité de l'armement prussien, mais aussi par la supériorité de l'instruction au tir, des formations tactiques, de la discipline des soldats, de la détermination et de l'art du commandement.

Cette guerre de 1864 représentait pour l'armée danoise, inférieure en nombre et en qualité, une manœuvre de repli continue. Les Autrichiens agissaient aux côtés des Prussiens et, comme nous l'avons vu, après la campagne de 1859, adoptaient des méthodes de tactique d'attaque brute. Dans cette guerre, la Prusse et l'Autriche ont agi conjointement avant de se lancer l'une contre l'autre à cause du partage du butin conquis — le Schleswig-Holstein (prétexte). Il serait erroné de penser que dans cette compétition préliminaire, les Prussiens, par leurs débuts inconscients de tactique de feu, se soient acquis une plus grande renommée que les Autrichiens. Ces derniers se sont immédiatement et rapidement lancés à l'assaut, tandis que les Prussiens hésitaient souvent et entraient prudemment en combat; et comme les Danois, dans tous les cas, quittaient le champ de bataille, les lauriers — surtout lors de la première opération contre les fortifications de Danewerk — revenaient principalement aux Autrichiens; les Prussiens n'ont su se rattraper que plus tard, lors de l'assaut des fortifications de Düppel. Pour les observateurs superficiels, depuis l'extérieur, la tactique des Autrichiens semblait plus fiable, décisive et productive. La faiblesse des Danois donnait l'illusion de la supériorité des Autrichiens sur les Prussiens. D'où nous voyons, premièrement, qu'il faut être prudent lors des évaluations tactiques, et, deuxièmement, que la lutte contre un adversaire faible, par exemple les Russes contre les Turcs à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, peut détourner le développement tactique d'une armée sur une voie erronée. Mais le général Gablenz, commandant les Autrichiens, voyait clairement les avantages de la tactique et de l'armement prussiens.

Le service militaire universel offre à l'armée des possibilités presque illimitées de recrutement et permet de mener des opérations nécessitant une énorme consommation de ressources humaines, MAIS en même temps, il oblige à mieux valoriser ces ressources humaines, qui comprennent également les classes sociales supérieures, et à adopter une approche plus prudente dans le choix des méthodes tactiques. L'art de la tactique au combat commence à être apprécié davantage que l'élan simple. Nous avons déjà vu les conseils de prudence tactique donnés par Moltke à l'époque, et nous les retrouverons à nouveau dans la bataille de S.-Privat. La prudence et un certain respect de la vie des combattants poussent à nouveau l'armée à s'éloigner de la tactique offensive obsolète, vers l'utilisation possible plus large des armes et de la technologie moderne.

Dans les années 60, les Prussiens, tout en conservant dans le règlement les idées de choc, ne passaient aux techniques de combat à feu qu'à tâtons.

Si, grâce à la conscription générale et au mouvement national, les Prussiens, n'ayant pas combattu depuis 50 ans, ont surpassé dans la tactique de l'infanterie les Français et les

Autrichiens, qui avaient une expérience militaire récente et vaste, en revanche, en matière d'utilisation de la cavalerie et de l'artillerie, ils étaient en retard par rapport aux Autrichiens au début de la guerre de 1866. Ces derniers avaient déjà appris à déployer des divisions de cavalerie devant le front de l'armée et à rassembler les batteries 'sur le champ de bataille en masses compactes pour résoudre des tâches militaires importantes'. Quant aux Prussiens, ils maintenaient encore leur corps de cavalerie à l'arrière de l'armée, comme réserve montée, dont la force n'était destinée qu'à une attaque au moment décisif de la bataille, et ne devait pas être dissipée en reconnaissances ; l'artillerie prussienne disposait déjà en partie de pièces excellentes, chargées par la culasse, et avait déjà considérablement progressé dans la création et la maîtrise de la technique du réglage, mais elle n'avait pas encore de direction tactique, entrait au combat par parties et souvent ne pouvait pas résister à l'artillerie autrichienne, techniquement moins performante mais agissant en masses compactes. Le retard tactique de la cavalerie et de l'artillerie prussiennes nous convainc à nouveau que les succès de l'infanterie prussienne, qui a supporté l'essentiel de la campagne de 1866, ne sont nullement dus à des réalisations particulièrement brillantes des hauts dirigeants de l'armée prussienne, mais ont des racines bien plus profondes.

Clausewitz. Politique et guerre. Une nouvelle ère dans la pensée militaire a été créée par Clausewitz. Carl von Clausewitz est né en 1780. Il venait d'une famille pauvre de pasteurs et d'enseignants non nobles. À l'âge de 12 ans, Clausewitz est entré comme cadet dans un régiment d'infanterie ; de 13 à 15 ans, il a participé avec le régiment aux campagnes contre la Révolution française ; ensuite, six années de service en temps de paix dans le régiment furent utilisées par Clausewitz pour son auto-éducation. Clausewitz entra à l'Académie militaire de Berlin et, après 2 ans, il en sortit classé premier de sa promotion, estimé par Scharnhorst comme incroyablement capable d'évaluations justes, cohérentes et larges. Grâce aux recommandations de Scharnhorst, Clausewitz fut nommé adjudant du prince Auguste. Les principales étapes de sa vie future furent : la bataille d'Auerstaedt, la captivité par les Français à Prenzlau, son activité dans la commission de réformes, son engagement dans l'armée russe de 1812 à 1814, son retour dans l'armée prussienne, le poste de chef d'état-major du corps de Gneisenau à Coblenze en 1815, l'administration de l'académie militaire de Berlin de 1818 à 1830, le service de 1830 à 1831 en tant que chef d'état-major de Gneisenau, commandant de l'armée d'abord sur le front français, puis sur le front polonais. En 1831, le choléra emporta d'abord Gneisenau, puis Clausewitz.

La conquête la plus importante de la pensée de Clausewitz a été l'approche dialectique de la stratégie. La guerre n'est que la continuation de la politique ; la stratégie n'est qu'un instrument entre les mains du politique ; et ce dernier peut avoir besoin de divers outils : une lourde épée, que l'on ne peut lever qu'avec les deux mains et avec laquelle on ne peut porter qu'un seul coup écrasant, ou une fine épée avec laquelle il est merveilleusement possible de manier l'escrime. La politique fixe l'objectif pour lequel la guerre est menée et détermine ainsi sa nature. La guerre, en tant qu'acte de violence destiné à contraindre l'ennemi à se soumettre à notre volonté, atteindrait son objectif par le chemin le plus court si la violence se manifestait sous sa forme la plus extrême et sans aucune retenue. Mais la guerre n'est pas un phénomène isolé ; elle naît d'un contexte précis et concret — elle est la continuation des relations politiques qui l'ont précédée et se déroule dans une atmosphère de relations avec des pays neutres similaires.

La guerre, par son intensité, sa brutalité, la participation des masses et ainsi de suite, peut avoir un caractère extrêmement varié — allant d'une expédition coloniale menée par des mercenaires, rappelant une entreprise commerciale, jusqu'à une lutte à mort d'une classe défendant son existence. Le plus important, la principale décision englobant les autres questions stratégiques, qui est requise des dirigeants de la guerre dès le début, est la suivante : déterminer son caractère, qu'il faut deviner à partir de la situation politique qui génère la guerre. Le travail sur la détermination du caractère de la guerre à venir exige des

efforts et de la politique et de la stratégie ; à son plus haut niveau, l'art militaire devient de la politique qui, cependant, au lieu de rédiger des notes diplomatiques, mène des batailles.

On parle à tort de l'influence néfaste de la politique sur la conduite militaire des opérations. Ce n'est pas l'influence de la politique qui cause du tort, mais une politique erronée. Une politique correcte ne peut que favoriser le succès des opérations militaires. La direction politique ne doit pas se limiter à la supervision des actions militaires, mais doit se poursuivre de manière continue tout au long de la guerre; les exigences politiques doivent être prises en compte dans chaque décision. L'objectif politique doit toujours être gardé à l'esprit; cependant, l'importance de la politique dans la guerre ne doit pas se transformer en arbitraire despote, car la politique, en retour, doit être en harmonie avec la nature des forces et des moyens militaires en action sur le terrain.

En niant l'existence autonome de la guerre, ne voyant en elle qu'une partie de la lutte politique générale, Clausewitz en est logiquement venu à nier tout point de vue purement militaire, à nier l'existence de quelconques lois particulières et générales de l'art militaire. Chaque grande guerre représente une époque séparée dans l'histoire de l'art militaire. La tentative d'étendre les normes qui prévalaient dans une guerre à d'autres guerres conduirait à la création d'un système unilatéral, à une ossification dogmatique, à une rupture avec les exigences de la vie réelle. Les prédecesseurs de Clausewitz divisaient les manifestations de l'art militaire en bonnes et mauvaises selon qu'elles répondaient ou non aux principes éternels de l'art militaire qu'ils considéraient. Clausewitz, lui, cherchait ses propres conditions particulières. La conduite de la guerre avant Napoléon n'était ni mauvaise ni répréhensible, mais correspondait au caractère de son époque, déterminée par des bases réelles.

Élément moral. Le point de vue mécanique qui dominait la philosophie du XVIII^e siècle obligeait à éviter toute mention de l'élément moral. Tout comme l'homme cache les parties honteuses de son corps, le savant du XVIII^e siècle évitait de prendre en compte un tel élément irrationnel, impondérable, comme la grandeur et la faiblesse humaines. Comme rare exception dans la littérature du XVIII^e siècle, on rencontre dans les « rêveries » de Maurice de Saxe la remarque suivante : « il n'y a pas de jour qui se ressemble quand il s'agit de la capacité de combat des troupes ».

Clausewitz transfère par une pure technique de copier-coller le centre de gravité de la recherche militaire des données externes — chiffres, lieux, positions, organisation technique, mécanismes de mouvement — vers le domaine que le XVIII^e siècle excluait délibérément de la sphère de discussion : l'homme et les forces morales qui le motivent. Il les oppose à la sagesse abstraite des livres de ses prédecesseurs. L'étude de la guerre de Trente Ans amène Clausewitz à la conviction que la grandeur des slogans pour lesquels on se bat et l'évaluation correcte des facteurs moraux sont des conditions indispensables pour les grandes manifestations de l'art militaire de tous les temps. Aucun usage habile du terrain, aucune construction géométrique des lignes d'opération ne peut permettre d'ignorer l'élément moral. Comme l'importance d'un commerçant à la tête de son affaire ne se mesure pas seulement par son savoir-faire, mais aussi par la confiance dont il jouit, de même l'autorité du commandant en chef a une importance énorme pour l'ensemble de la guerre. Lorsque Gustave-Adolphe fut tué pendant la guerre de Trente Ans, le camp protestant perdit cette confiance, et, bien que les conditions réelles restassent les mêmes, toute la mécanique s'arrêta. La bataille avec un front inversé, permettant de détruire en un seul coup toutes les forces de l'armée ennemie, est aussi précieuse pour Clausewitz que pour les systématiciens. Mais alors que Jomini cherchait à découvrir le secret de l'art consistant à couper la ligne d'opération de l'ennemi sans s'exposer soi-même, en maintenant sa propre ligne d'opération en parfaite sécurité, ce qui n'est évidemment possible que par une large couverture du théâtre de guerre jusqu'à nos frontières nationales, Clausewitz voyait dans l'aspiration à la bataille avec un front inversé une conséquence directe de la conscience de notre supériorité, numérique et morale. Sur cette question, Clausewitz aborde le risque d'une manière totalement différente des

systématiciens ; au lieu de la géométrie, il accorde une importance décisive aux valeurs morales.

Clausewitz lui-même a expérimenté l'impuissance de l'État de l'Ancien Régime face aux forces morales déployées par la Révolution française et a profondément compris l'inutilité de toute manœuvre extérieure ou astuce lorsqu'on fait la guerre contre un ennemi moralement supérieur. De là découle une attitude très sceptique de Clausewitz envers les formes géométriques de manœuvre ; aux « stupidités stratégiques et tactiques » il oppose l'enthousiasme du peuple, la volonté et l'obstination des dirigeants. La question de la lutte contre la France napoléonienne ne se résout pas par une manœuvre stratégique de riposte, mais par le développement des forces morales et l'organisation d'un mouvement national et populaire contre la révolution. En effet, le fanatisme des Espagnols, l'élan du peuple russe en 1812 et le mouvement national allemand de 1813 ont pu briser Napoléon. Pour Clausewitz, les forces morales jouent un rôle si décisif que, contrairement aux écrivains du XVIII^e siècle, il place l'élément moral au cœur de son œuvre majeure « De la guerre » ; la guerre est envisagée comme une lutte pour démoraliser l'adversaire. À l'avenir, selon Clausewitz, les forces morales doivent jouer un rôle encore plus important. À la place de la guerre en tant que duel d'artisans ou de petits intérêts dynastiques, se présente la lutte pour l'existence entre de grandes nations. « Ce n'est pas le roi qui fait la guerre au roi, ni une armée à une autre, mais un peuple contre un autre ». Clausewitz prophétise qu'aucune guerre à l'avenir ne pourra être évaluée ni menée autrement que comme une guerre nationale.

La défaite de la Prusse en 1806, selon Clausewitz, est une conséquence naturelle d'un processus historique complexe. La cause directe de la catastrophe résidait dans l'absence de génie, une médiocrité solide dans tous les domaines, un déficit d'impulsions morales. Il est ridicule de compter sur la modération des vainqueurs. « Comment un État peut-il être modéré, alors qu'il dépense d'énormes ressources pour poursuivre de vastes objectifs, et que chaque souffle qu'il prend est à la limite de ses forces ? Être modéré pour lui est aussi insensé que de manquer le moment opportun. » Avec une profonde compréhension de l'interconnexion de toute la vie historique, Clausewitz recherche le sens positif de la catastrophe. Une grave crise extérieure contient la somme des stimulants pour les éléments dormants à l'intérieur de l'État. C'est un don de l'histoire. « Nous ne devons pas craindre d'être complètement conquis — nous devons plutôt y espérer. Nous devons craindre que l'indépendance et la dignité de l'État soient perdues, tandis que le bien-être de l'homme ordinaire ne sera menacé en rien. » C'est pourquoi Clausewitz se réjouit des manifestations de pression et de répression de la politique française. Les Français oublient la sage approche de l'art politique des Romains et s'immiscent dans la vie privée de l'Allemagne conquise ; cela ouvre les yeux des citoyens sur la nullité, l'absence d'autonomie de leur existence en tant qu'individus et leur dépendance totale au destin de la collectivité nationale. D'une domination étrangère, la nation ne peut se racheter ni par l'art ni par la science ; il faut reconnaître l'esclavage pour trouver la force d'en sortir, en se lançant dans l'élément sauvage de la lutte, en payant de milliers de vies pour un gain de vie multiplié par mille.

Clausewitz pensait la guerre contre les Français comme un acte de violence sans aucune retenue. « Si je dois exprimer la pensée la plus chère de ma vie, alors je soutiens la guerre totale, sans aucune limitation, la guerre la plus effroyable. Par mes coups de fouet, je mettrais en rage la bête sous le joug et la forcerais à briser les chaînes dans lesquelles, par peur et faiblesse, elle s'était laissée enfermer. » Quelle distance avec la position défensive des penseurs militaires du XVIII^e siècle, qui s'excusaient pour la guerre et pour l'existence de l'armée !

L'épuisement et la lassitude. La prudence critique et le sens historique du tact, la compréhension des particularités des conditions du cas particulier ont préservé Clausewitz de la dogmatisation de la stratégie napoléonienne. Les grands objectifs fixés par la stratégie napoléonienne étaient reconnus par Clausewitz comme étant « l'essence de la guerre ». Mais

la pensée dialectique de Clausewitz percevait maintenant mieux la contradiction entre l'ampleur du succès et sa sécurisation. La fixation d'un objectif moindre permet de concentrer des moyens plus proportionnés aux besoins et de l'atteindre plus sûrement. D'où l'idée d'une offensive avec un objectif limité, justifiée par la contradiction dialectique entre les méthodes de guerre intensive et extensive. La première se caractérise par une décision rapide, créée à travers une crise sanglante ; la seconde méthode exige de la patience, repose sur le gain de temps et la somme de petits succès. Trois ans avant sa mort, Clausewitz voulait revisiter sous le prisme de ces deux méthodes toutes les questions d'art militaire, telles qu'il les traitait dans son ouvrage fondamental « De la guerre » ; cependant, ce travail est resté inachevé. L'attrait pour la stratégie napoléonienne, le désir d'unité de vues, le manque d'inclination pour la dialectique ont conduit les éditeurs des premières éditions de ses écrits à ce que la remarque même de Clausewitz sur l'approche duale des questions de stratégie et son intention de tout réviser en conséquence soit passée inaperçue.

À quel point Clausewitz lui-même n'était pas « aveuglé par l'enthousiasme pour la stratégie napoléonienne » est montré par ses plans de campagne de 1830 contre la France, une œuvre de sa pensée pleinement mûre. La révolution de 1830, qui s'est étendue à la Belgique, provoquant une insurrection et la sécession des Pays-Bas, a placé l'Europe devant la menace aiguë de la guerre. Si la France avait annexé la Belgique, qui penchait en sa faveur, la Prusse n'aurait pas pu tarder à commencer des actions militaires. Gneisenau, désigné commandant de l'armée prussienne, a invité Clausewitz à être son chef d'état-major. Clausewitz a élaboré deux plans de campagne. Le premier, datant du début octobre 1830, représente la détaillation des résolutions du Congrès de Karlsbad sur l'action conjointe de la coalition européenne en cas de nouveau danger révolutionnaire de la part de la France. Conformément à celles-ci, Clausewitz prévoit de porter un coup écrasant à la France, avec une marche sur Paris des armées de coalition composées de troupes anglaises, néerlandaises, princières, autrichiennes et de la Confédération germanique. Il pense qu'il est possible de ne pas attendre l'aide russe, compte tenu de la supériorité suffisante des forces pour appliquer la méthode napoléonienne. Mais à l'hiver 1830-1831, la situation politique a changé défavorablement : le changement de gouvernement en Angleterre a exclu la possibilité d'une action des Anglais contre la France, la Hollande était affaiblie par la perte de la Belgique et ses forteresses étaient aux mains des Belges, alliés évidents de la France. Les mouvements révolutionnaires en Pologne et les soulèvements en Italie retenaient les armées russes et autrichiennes dans leurs propres frontières. Les Prussiens, dans la lutte contre la France et la Belgique, devaient compter uniquement sur eux-mêmes. On pouvait envisager de pénétrer profondément en France, mais avec un avantage aussi minime en forces, qui ne permettrait pas d'espérer la prise de Paris et la libération de tout le nord de la France jusqu'à la Loire des armées françaises. Dans ces conditions, Clausewitz propose un objectif limité pour l'offensive : la prise et la tenue de la Belgique. Clausewitz attire l'attention sur les énormes richesses concentrées sur un petit territoire, sur la possibilité de s'appuyer sur certains groupes de la population hostiles à la France, et surtout sur le fait que la Belgique est encerclée par les Pays-Bas et l'Allemagne et que, par conséquent, sa capture et son intégration dans le front défensif contre la France non seulement ne provoqueront pas d'étiirement du front, mais créeront des conditions favorables à la défense. La tâche de l'armée prussienne, affaiblie par le détachement d'un corps pour protéger Poznań des incursions révolutionnaires polonaises, sera d'envahir la Belgique, de livrer bataille aux forces françaises qui s'y trouveront sans doute, puis de prendre possession des forteresses belges et d'assurer le contrôle de ce pays. Pendant ce temps, la faible armée que présenteront l'Autriche et l'Allemagne du Sud fera une démonstration sur le Rhin.

Ce plan est le parfait opposé de tous les accomplissements de la stratégie napoléonienne et, en même temps, représente un exemple de stricte proportionnalité entre l'objectif et les moyens. La stratégie aux buts limités, dominante au XVIII^e siècle, n'a pas

survécu aux conditions modernes, comme l'ont affirmé les systématiciens naissants du XIXe siècle, mais elle doit être ressuscitée lorsqu'il n'existe pas de fondement à la supériorité et à l'avantage sur lesquels Napoléon s'appuyait. Cette approche double et dialectique de la stratégie par Clausewitz a longtemps été ignorée, même par ceux qui se considéraient comme ses disciples.

Défense et offensive. De la même manière, une autre idée centrale de Clausewitz suscitait des objections constantes : la défense est la forme la plus forte de la guerre, mais ne mène qu'à un objectif négatif, tandis que l'offensive est la forme la plus faible avec un objectif positif. En effet, si l'offensive était plus facile que la défense, pour le camp le plus faible, passer à la défense serait une erreur grossière et impardonnable. Cependant, l'étude de l'histoire confirme manifestement la pertinence des actions défensives du côté du plus faible. Le défenseur peut utiliser le terrain de façon plus tactique, recourir plus largement aux travaux de fortification et développer le feu de manière plus complète. La défense en stratégie permet d'utiliser les lignes et la profondeur du théâtre d'opérations, obligeant l'attaquant à consacrer des forces à la consolidation de l'espace et du temps nécessaire pour le traverser, et chaque gain de temps représente un avantage supplémentaire pour la défense. Le défenseur récolte même là où il n'a pas semé, car l'offensive s'arrête souvent à cause de renseignements erronés, de fausses peurs et d'inertie. Les forces de seconde et troisième ligne — le Landwehr, le Landsturm — viennent en aide au défenseur. À chaque avancée, l'offensive faiblit. Malgré la simplicité et la clarté de cette idée de Clausewitz, l'adoration pour l'offensive à tout prix, pour la prise d'initiative, a conduit la majorité des écrivains militaires, avant la Première Guerre mondiale, à conclure que Clausewitz s'était trompé sur ce point. Il faut garder à l'esprit que Clausewitz entend par défense non pas la passivité, mais l'attente du premier coup de l'ennemi, auquel doit suivre une riposte aussi forte que possible, une contre-attaque défensive. Pour Clausewitz, la défense est la « seconde main ». La nécessité, indiquée par Clausewitz, de se fixer un objectif positif lorsque les forces sont suffisantes souligne clairement l'exigence de passer à l'offensive dès que les actions défensives précédentes auront créé un avantage en notre faveur. Un passage puissant et éclairé de la défense à l'offensive — une riposte brillante — apparaît comme l'accomplissement suprême de l'art militaire.

Ces points de vue sur la défense, non partagés par les disciples de Clausewitz, sont d'autant plus remarquables que, politiquement, Clausewitz a été l'un des premiers à rompre avec la vision défensive du XVIIIe siècle et à souligner la signification progressive de la force : le contenu politique de la nouvelle histoire ne consiste pas à maintenir l'équilibre du système européen, ce qui revient à étouffer les forces vives, mais au développement puissant des unités viables en Europe, à la préservation et à l'accroissement de l'énergie individuelle.

Réalisme. Clausewitz s'efforçait à tout prix de ne pas rompre, dans son travail théorique, avec les exigences de la vie, quelles que soient les complications que cela apportait à sa recherche. L'importance considérable qu'il accorde à l'histoire n'éclipsa pas à ses yeux la valeur du présent. L'histoire n'existe pas pour vivre de souvenirs de gloire passée : « Une nation meurt si elle commence à se nourrir de souvenirs ; c'est seulement par le présent que son droit à l'existence peut être prouvé. » Le patriotisme le plus fervent ne justifie pas de s'engager sur la voie des utopies. Lorsque les patriotes allemands accusaient les Russes de leur retard à porter secours à l'Autriche en 1805 et à la Prusse en 1806, Clausewitz expliquait calmement : « Accuser les Russes de retard, c'est comme se plaindre à la nature que la neige tombe en hiver, quand il fait déjà froid. » Aussi logique que soit la neige en hiver, le retard des troupes russes, rassemblées sur un territoire immense, à l'occasion de l'affrontement des Français avec les Allemands, est également compréhensible.

Clausewitz faisait une nette distinction entre la décision sur la carte et sa mise en œuvre dans la réalité. Une idée qui ne rencontre aucune objection sur le papier se réalise dans la vie avec un effort énorme pour surmonter les frictions causées par un nombre infini de circonstances et d'imprévis mineurs impossibles à comptabiliser. Dans la guerre, il ne s'agit

pas d'agir dans un environnement qui s'oppose à toute manifestation d'activité ; avec une dépense normale d'efforts, on ne peut atteindre qu'un niveau médiocre. Il faut viser plus haut pour obtenir même des résultats modestes. Une armée non habituée à la guerre doit compter avec de grandes frictions, comme une machine qui n'a pas encore été parfaitement rodée dans le processus de fonctionnement. À propos de la Prusse en 1806, Clausewitz écrivait : « On entend le bruit de la machine et personne ne demande si elle produit encore un travail utile ». Les remarques de Clausewitz sur la friction ont un sens profond ; pour se représenter l'effort utile réel qu'une armée peut fournir, nous devons toujours tenir compte de la friction — un ajustement qui varie considérablement selon les conditions. La prise en compte des forces morales et de la friction distingue nettement la théorie de Clausewitz de celle des théoriciens aux vues mécaniques du XVIII^e siècle.

Importance de la théorie. Clausewitz a nettement tracé les limites dans l'art militaire, à l'intérieur desquelles la théorie doit rester. La théorie doit établir un lien raisonnable entre les moyens et l'objectif — ensuite, elle doit être mise au service de l'art. « Si un spécialiste consacre la moitié de sa vie à clarifier une question difficile, il réussira, bien sûr, mieux dans ce domaine qu'une personne cherchant à s'y plonger rapidement. Pour que chacun n'ait pas à commencer et à tout comprendre depuis le début, il faut que le domaine soit ordonné et éclairé — pour cela, la théorie existe. Elle doit former la pensée du futur chef, ou plutôt l'orienter par l'auto-éducation : ainsi, un sage mentor guide et aide au développement de la pensée du jeune homme, mais ne passera pas sa vie à le conduire par la main. » Dans la caractérisation par Clausewitz de Wolzogen, dont il était l'adjudant en 1812, nous trouvons une indication sur l'usage excessif de la théorie : « Parfois, sa pensée naturellement forte se trouvait paralysée par une certaine érudition de l'état-major général. Quiconque veut travailler dans l'atmosphère de la guerre doit oublier ce que disent les livres. Les livres ne sont utiles que dans la mesure où ils contribuent à l'éducation et au développement de la pensée. Mais celui qui cherche l'inspiration non pas dans l'impulsion donnée par le moment, mais dans des idées toutes faites, qui n'ont pas été intégrées à sa chair et à son sang, verra ses constructions renversées par le flot des événements avant même qu'elles ne soient achevées. » L'aspiration à appliquer à la réalité une méthode scolaire, un formalisme méthodique dont rêvait le XVIII^e siècle, constitue, selon Clausewitz, un grand défaut chez un chef.

Alors que les doctrinaires ont tendance à accorder aux théories une importance directrice dans l'activité pratique, Clausewitz leur attribue exclusivement un rôle préparatoire ; elle doit développer une certaine vision militaire du monde. « Rien n'est aussi important dans la vie que de clarifier un point de vue précis à partir duquel tout le cours des événements doit être examiné et discuté, et sur lequel il convient ensuite de se tenir fermement ; car c'est seulement d'un seul point de vue que l'on peut comprendre toute la diversité des phénomènes dans leur unité, et seule l'unité du point de vue peut nous protéger des contradictions ».

La dialectique de Clausewitz, en donnant aux questions étudiées un éclairage diversifié, s'éloigne tellement de tout schéma préétabli qu'elle laisse la question en quelque sorte ouverte. La théorie militaire est réduite par Clausewitz à l'observation et à la discussion — « *Betrachtung* ». Dans cette inachèvement de la pensée de Clausewitz, qui ne ferme pas de cadre au travail du chercheur ultérieur et ne retient aucune pratique par des prescriptions, le comte Schlieffen voyait l'un des principaux mérites de Clausewitz. Quant aux systématiciens, toujours enclins à revendiquer la complétude et la cohérence de leur enseignement, ils y voient l'impuissance de Clausewitz, dont les travaux sur les questions pratiques semblent dire à la fois « oui » et « non ».

Clausewitz a pris une avance décisive sur le développement de son public militaire. Son enseignement a eu l'influence la plus minime sur la pratique, même dans son pays natal, l'Allemagne, malgré l'énorme autorité de son enseignement et les fréquentes citations de ses travaux. Avant la Première Guerre mondiale, la disponibilité des écrits de Clausewitz servait

pour les militaires de toutes les armées principalement de prétexte pour, en se référant à Clausewitz, se dispenser d'aborder les larges questions militaires, cesser de s'y approfondir, se concentrer sur l'aspect technique de l'art militaire et reléguer la philosophie aux archives.

L'enseignement de Clausewitz est le fruit d'une puissante aspiration nationale des Allemands, née des campagnes napoléoniennes. La théorie militaire atteignit une hauteur exceptionnelle ; le théoricien Clausewitz se révéla être le précurseur des praticiens Bismarck et Moltke. Pour les générations ultérieures, la dialectique de Clausewitz était hors de portée, et ce n'est que les catastrophes de la guerre mondiale qui attirèrent de nouveau l'attention générale sur Clausewitz.